

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 16 mai 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°383 ■

Chronique Eco

«L'Afrique mal partie» peut reprendre la main sur sa souveraineté alimentaire

P 16

DESTINÉ AU DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION
DANS LES ZONES NON ÉLECTRIFIÉES

« Agri-Sol » un programme EnR pour l'agriculture

Le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables se prépare pour le lancement d'un programme de mise en place de l'énergie solaire dans l'agriculture « Agri-Sol ». Un projet ambitieux qui sera destiné pour les projets d'investissement agricoles situant majoritairement à des distances éloignées du réseau électrique, notamment dans le Sud du pays. P 3



PÉTROLE

Légère hausse du Brent à près de 83 dollars

Les cours remontaient légèrement ce mercredi, portés par la prime de risque géopolitique au Moyen-Orient et des incendies au Canada qui menacent la production du pays, mais aussi par des données sur les réserves commerciales américaines.

P 2

INNOVATION ET RECHERCHE

L'université prête à accompagner les entreprises

L'un des classements mondiaux des universités, à savoir le Webometrics, vient de révéler, dans son classement 2024, que 13 des universités algériennes comptent parmi les meilleures classées mondialement. Il faut, préciser que le critère de ce classement est celui de la visibilité sur le web, comme son nom l'indique.

P 3

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs passés en revue



Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, hier mercredi une réunion du Gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs secteurs, à commencer par le projet de décret exécutif définissant « l'organisation et la coordination des actions relatives à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, en application des dispositions de la loi 23-21 relative aux forêts et aux ressources forestières promulguée en décembre 2023 », a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

P 3

 **Afrika**[®]
AgroFood
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024
PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

 **SIPSA**[®]
FILAH
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

 **DJAZAOUA**[®]
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

PÉTROLE

Légère hausse du Brent à près de 83 dollars

Les cours remontaient légèrement ce mercredi, portés par la prime de risque géopolitique au Moyen-Orient et des incendies au Canada qui menacent la production du pays, mais aussi par des données sur les réserves commerciales américaines. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait dans la matinée 0,53% à 82,82 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, gagnait 0,59% à 78,48 dollars. La situation géopolitique au Moyen-Orient et l'incendie de forêt à proximité d'une région canadienne productrice de brut font monter les cours, expliquent des analystes. En parallèle, la fédération des professionnels du secteur, l'API, a estimé mardi que les stocks de brut avaient chuté d'environ 3,1 millions de barils pour la semaine achevée le 10 mai. Une baisse des stocks a tendance à porter les prix. Les analystes s'attendent quant à eux à une baisse plus modeste des réserves de pétrole brut. Les investisseurs attendent désormais la publication des données hebdomadaires sur les réserves commerciales de pétrole aux Etats-Unis. La veille, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande communiquées en avril dans son rapport mensuel sur le pétrole. L'Opep et ses alliés doivent se réunir début juin à Vienne, siège du groupe, pour décider de leurs niveaux de production à venir.

VILLAGE SOS DRARIA D'ALGER

LG Electronics Algérie fait don de 12 machines à laver

Dans le cadre de son engagement social, LG Electronics Algérie multiplie ses actions de solidarité. A travers une démarche solidaire, la société a procédé, hier mercredi, à la remise d'un don composé de 12 machines à laver au Village SOS Draria d'Alger, une organisation dédiée au bien-être des enfants orphelins en Algérie.

Par A. B.

Ainsi, chaque maison du village a été équipée d'une machine à laver, offrant ainsi un équipement neuf à chaque foyer pour améliorer le confort des enfants bénéficiaires au quotidien. En permettant de soutenir les enfants du village, LG Electronics Algérie exprime son soutien envers SOS village draria qui œuvre depuis plusieurs décennies pour offrir aux enfants orphelins un foyer stable et chaleureux en créant un environnement familial pour les enfants privés de leurs parents, en veillant à leur bien-être et à leur intégration dans la société.

Cette action caritative s'inscrit dans la lignée des valeurs fondamentales de LG Electronics Algérie, qui accorde une importance primordiale à l'engagement envers la société et à la promotion du bien-être des enfants. Outre ce don important, LG Algérie a déjà pris part à plusieurs initiatives sociales, notamment la distribution de fournitures scolaires aux enfants défavorisés et des dons alimentaires en partenariat avec des organisations caritatives locales telles que l'association Sidra.

M. Mustapha Nabi, Directeur Marketing de LG Electronics Algérie, a exprimé sa satisfac-



tion avec joie et émotion: « Au-delà de ce geste symbolique, cette action caritative tient particulièrement à cœur pour moi. Nous voulons transmettre un message d'espoir et de solidarité à ces enfants qui méritent tout notre soutien. En leur offrant ces machines à laver, nous espérons leur apporter un peu de confort et faciliter leur quotidien au sein du village ».

Et d'ajouter: « Depuis notre présence en Algérie, nous sommes engagés à soutenir acti-

vement la communauté locale à travers diverses initiatives sociales. Notre objectif est de jouer un rôle positif et constructif dans la société, en apportant une contribution tangible au bien-être. De ceux qui en ont le plus besoin ». Le même responsable a réitéré l'engagement de la société « LG Algérie » à renforcer son implication sociétale à travers plus d'actions visant à améliorer le soutien et l'aide de son prochain, ainsi s'inscrire dans la durée en tant qu'entreprise citoyenne.

COOPÉRATION

Arkab reçoit le SG du GECF

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, mardi au siège de son département ministériel, le Secrétaire général (SG) du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel qui a réaffirmé la considération du GECF à l'Algérie pour son accueil réussi et historique du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la même organisation, indique un com-

munié du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée, en présence de cadres du Secrétariat général du Forum, du Directeur de l'Institut des recherches dans le gaz (GRI), en sus de cadres du ministère et du groupe Sonatrach, le SG du GECF a réitéré, à cette occasion, "ses chaleureuses félicitations, sa gratitude, ainsi que la considération du GECF à l'Algérie pour son accueil réussi et historique

du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum, saluant les orientations et les démarches du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de la réussite de ce sommet et ses résultats fructueux, à travers la Déclaration d'Alger", lit-on dans le communiqué. La visite de M. Hamel en Algérie s'inscrit, ajoute la même source, "dans le cadre de la détermination des cadres

juridiques et réglementaires du GRI, dont le siège est à Alger, y compris l'application et la mise en œuvre des politiques du GRI et la gestion de ses affaires, de la mise en place des plans et programmes relatifs à la mise à disposition du cadre pour la coopération scientifique et technologique, à travers l'échange d'informations, de l'innovation et des meilleures pratiques, la formation, en sus du transfert de la tech-

nologie, la consolidation de son utilisation et de son développement, tout au long de la chaîne des valeurs du Gaz. Dans ce cadre, "il a été convenu de former un groupe de travail spécialisé, constitué de cadres du secteur et du Secrétariat général du GECF, dans l'objectif de mettre en place une feuille de route pour concrétiser ce qui a été convenu en la matière".

STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CAP BLANC

Un taux de réalisation de 62 %

Le taux de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer de Cap blanc, sise dans la commune d'Aïn El Kerma (Ouest de la wilaya d'Oran), a atteint 62 %, sachant que sa réception est prévue à la fin de l'année en cours, a souligné, mardi, le wali d'Oran, Saïd Sayoud. Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection de certains projets dans les daïras de Boutlelis et Aïn El-Turck, dont le projet de la station de dessalement d'eau

de mer de Cap blanc, le wali a souligné que la phase des essais techniques de cette station sera lancée, durant la deuxième quinzaine du mois d'octobre prochain. « Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer l'alimentation en eau potable, permettra de sécuriser l'alimentation en eau potable de la wilaya et renforcer les ressources hydriques des wilayas limitrophes », a ajouté le wali

qui a salué « la grande mobilisation et l'engagement des responsables et des travailleurs des entreprises mettant en œuvre les différentes infrastructures de cette station, qui ont fait preuve d'une grande capacité et efficacité dans la gestion d'un projet important de la taille de cette infrastructure ». Concernant le projet de raccordement de la station de dessalement d'eau de Cap blanc à Boutlelis aux différentes canalisations de transport inspectées par le wali, il a ex-

primé sa satisfaction quant au rythme de l'avancement des travaux de ce projet, avoisinant les 60%, saluant les efforts déployés pour livrer le projet dans les meilleurs délais et soulignant l'importance de réduire ces délais pour pouvoir réaliser tous les essais nécessaires. Le taux d'avancement des travaux de génie civil de ce projet a approché les 65 pour cent, tandis que le taux global a approché les 60 %, selon les explications recueillies sur place.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554GérantBelmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication

Radji Zahir

Siège social03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005

00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

DistributionCentre:
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESTINÉ AU DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LES ZONES NON ÉLECTRIFIÉES

«Agri-Sol» un programme EnR pour l'agriculture

Le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables se prépare pour le lancement d'un programme de mise en place de l'énergie solaire dans l'agriculture « Agri-Sol ». Un projet ambitieux qui sera destiné pour les projets d'investissement agricoles situant majoritairement à des distances éloignées du réseau électrique, notamment dans le Sud du pays.

Par Sirine R

Les grands périmètres agricoles en Algérie, telles exposées par le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), se situent majoritairement à des distances très éloignées du réseau électrique, notamment dans le Sud du pays, ce qui rend leur raccordement au réseau électrique national excessivement cher. « Ces grandes exploitations sont en train de devenir la nouvelle destination de beaucoup d'opérateurs économiques qui voient dans l'agriculture un créneau d'avenir.

Néanmoins, ces investissements sont freinés par le manque d'énergie », lit-on dans l'Avis d'appel à manifestation d'intérêt national ouvert qui vient d'être lancé visant à recenser les agriculteurs et et/ou investisseurs intéressés par le programme « Agri-sol » lancé par le Ministère de l'Environnement et des Energies Renouvelables.

Les énergies renouvelables hors réseau électrique, allant de quelques Kilowatts à une dizaine de Mégawatts, pourront être un moyen de limiter le recours massif au groupe électrogène en limitant la consommation de diesel et en diminuant le coût d'exploitation des agriculteurs due au transport du combustible et aux entretiens périodiques pour les moteurs diesel, qui revient de plus en plus cher aux agriculteurs, d'une part, et qui alourdit la facture d'impor-

tation pour l'état, d'autre part. Dans le cadre d'une vision d'une Algérie nouvelle, la sécurité alimentaire constitue un défi majeur pour le gouvernement qui doit développer une agriculture moderne et durable. Le Ministère de l'Agriculture et du développement rural tend à augmenter les surfaces irriguées de 1.4 millions d'hectares à 2 millions d'hectares dans les prochaines années, dont le Ministère de l'environnement et des énergies renouvelables (MEER) se prépare à jouer un rôle important en s'adhérant pleinement dans cette projection.

En effet, le programme « Agri-sol » a pour objectif, la mise en œuvre de l'utilisation des énergies renouvelables hors réseau dans l'agriculture, qui se traduit par des avantages notoires, notamment: « Développement du rendement des terres agricoles en augmentant les surfaces irriguées ; développement du rendement des terres agricoles en augmentant les surfaces irriguées; Contribution à la création de richesse en terme d'emploi et de nouvelles activités telles que l'agroalimentaire et l'élevage ce qui participe à l'amélioration des conditions de vie des populations », ajoute le document.

Ainsi, ce projet permettra également de faire des gains pour l'Etat, en termes d'économie sur l'utilisation du fuel et du diesel et d'alléger à un taux important des charges supportées par l'exploitant, notamment énergétiques, ce qui

impacterait directement les prix des produits.

Le développement des énergies renouvelables hors réseau permettra également d'élargir la mise en valeur des terres agricoles, notamment sahariennes, gérées par l'ODAS. Le développement de ce projet permettra également l'utilisation d'une énergie verte respectueuse de l'environnement et réduction de l'impact carbone et des rejets de gaz à effet de serre. Les exploitations agricoles potentielles concernées par cet Avis d'appel à manifestation d'intérêt national sont, en priorité, les wilayas du haut plateau et du Sud répondant aux critères d'éligibilité.

Le recensement et la priorisation des projets seront déterminées en collaboration avec les services du Ministère de l'Agriculture et du développement rural. Ainsi que, le choix de l'implantation du programme « Agri-sol » est guidé selon les critères d'éligibilité suivant : « L'éloignement du réseau électrique de plus de dix (10) Km: Type de culture stratégique (blé dur et tendre et maïs): Deux à trois rotations par année, pour une meilleure rentabilité de la terre et des systèmes d'énergie solaire ». Côté financement, le programme « Agri-sol » prévoit un cofinancement de 50% du coût de l'investissement global de la station solaire, calculé sur la base du besoin énergétique d'un Pivote de 30 hectares et de la profondeur du puits de forage.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs passés en revue

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, hier mercredi une réunion du Gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs secteurs, à commencer par le projet de décret exécutif définissant « l'organisation et la coordination des actions relatives à la prévention et à la lutte contre les incendies de forêts, en application des dispositions de la loi 23-21 relative aux forêts et aux ressources forestières promulguée en décembre 2023 », a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Selon la même source, le Gouvernement a, par ailleurs, entendu un exposé sur les différentes réalisations et projets concrétisés dans le cadre des efforts « de préservation et de promotion de la mémoire nationale, notamment auprès des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger », et ce, en concrétisation de l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, « de préserver la mémoire nationale et de renforcer les liens entre les membres de la communauté nationale résidant à l'étranger et leur patrie ». En outre, le Gouvernement a entendu un exposé sur un projet de raccordement des réseaux électriques du nord et du sud du pays, y compris « un certain nombre de projets structurants » qui visent à soutenir les investissements stratégiques approuvés par le président de la République « pour appuyer le développement des régions du sud, ainsi que leur intégration économique dans leur environnement régional ». Au plan culturel, le gouvernement a entendu une présentation sur l'état d'avancement de la mise en place de l'Institut national supérieur du cinéma, approuvé par le Président de la République, qui, précise le même document, « vise à assurer une formation de qualité dans le domaine des sciences et des arts du cinéma » pour promouvoir l'industrie cinématographique. Enfin, dans le cadre de la numérisation de l'économie nationale, le Gouvernement a entendu un rapport d'étape sur « la numérisation du secteur de la promotion du commerce et des exportations », notamment « en termes de renforcement des outils de contrôle et de régulation du marché national et de promotion de la transparence dans le commerce extérieur, ainsi que d'accompagnement des opérateurs actifs dans le domaine de l'exportation », conclut la même source.

NUMÉRISATION, PRÉPARATION DU BUDGET 2025, FORMATION

Les orientations du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé une réunion périodique de coordination, réunissant les Directeurs généraux et les responsables des structures centrales du ministère dans l'objectif d'examiner l'état d'avancement des différents volets stratégiques, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue mardi au siège du ministère, a examiné l'état d'avancement de trois volets stratégiques, à savoir l'état d'avancement de la numérisation au niveau des grandes régions, les préparatifs pour le budget 2025 et la restructuration de l'appareil de formation des Ressources humaines, précise le ministère. Lors de son allocution, M. Faïd a rappelé l'importance des inspections internes diligentées par l'administration centrale, en soulignant « la nécessité de procéder en toute urgence à une évaluation de l'efficacité des missions d'inspection interne des services menées et d'apporter en conséquence les correctifs et ajustements nécessaires ».

De son côté, le Directeur général de la Numérisation a mis en lumière l'état d'avancement de la numérisation des

services du ministère, avec un accent particulier sur les services des impôts, des domaines et du Budget, notamment le schéma directeur stratégique des systèmes d'information, la mise à niveau des réseaux ainsi que le déploiement des solutions mutualisées.

Il a aussi souligné l'importance de favoriser l'interopérabilité des systèmes d'information de chaque structure, facilitant ainsi la mise en œuvre de la numérisation dans tous les domaines, notamment les impôts, les domaines et la douane. Cette approche holistique vise à améliorer l'efficacité opérationnelle globale, selon le communiqué.

Il a été également souligné que ce plan stratégique représentait une vision future pour le développement des systèmes d'information au sein du ministère des Finances, visant à unifier les efforts liés à la numérisation du secteur et à renforcer l'intégration entre les différentes structures et directions.

En ce qui concerne le projet du livret foncier électronique, le Directeur général du Domaine national a indiqué que sa structure œuvrait à simplifier les procédures administratives en concevant

un livret foncier électronique pour remplacer l'actuel. Il a expliqué que ce dispositif vise à délivrer ce document aux citoyens par les conservations foncières en moins de 8 jours, garantissant sécurité, traçabilité et transparence lors des transactions immobilières.

Il a également abordé la question du nouveau système d'information qui englobe la gestion du cadastre, de la conservation foncière et de la gestion domaniale. « Ce système est en cours de réalisation et il sera testé dans 45 jours », a-t-il avancé.

S'agissant du deuxième volet qui porte sur les préparatifs pour le budget 2025, présenté par le Directeur général du Budget, le responsable a évoqué l'état d'avancement de plusieurs applications et portails développés en interne qui sont soit en phase de développement et / ou de déploiement.

Il a mis l'accent sur la plateforme de préparation budgétaire IEDAD, qui est une application « simple et conviviale destinée à supporter l'application des principes de la réforme du système budgétaire de l'Etat ». Un planning de formation est dédié au déploiement de cette

plateforme numérique, a expliqué l'intervenant.

Par ailleurs, le DGB a présenté l'état d'avancement d'autres applications, à savoir les applications de mise en place des crédits budgétaires (WAD3), les applications de suivi de l'exécution du budget de l'Etat (TANFID) et les applications support. Le troisième point abordé a permis d'apporter des éclaircissements sur l'état d'avancement de la nouvelle organisation de l'école des Impôts. Le directeur des Ressources Humaines a, dans ce sens, fait savoir que le texte juridique est actuellement au niveau de la fonction publique. Il a par ailleurs souligné les déficits en termes de personnel enseignant dans l'école des Impôts, auxquels il convient de remédier par des solutions adaptées. Avant la clôture de la réunion, le ministre des Finances a exprimé sa « satisfaction quant à l'engagement et à l'enthousiasme des hauts cadres du secteur financier envers ces initiatives structurantes ». Il a souligné que « ces efforts collectifs contribueront à renforcer la performance du secteur des finances ».

R.E.

AUTORITÉ NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL
Journée de formation au profit des cadres de la SETRAM

Une journée de formation au profit des cadres de la Société d'exploitation du tramway (SETRAM) sera organisée mercredi par l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), indique un communiqué de l'autorité. « L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel organise, ce mercredi 15 mai 2024, une journée de formation au profit des cadres de la SETRAM, suite à sa demande », précise la même source.

La rencontre s'inscrit dans le cadre « de la préparation permanente et continue de l'accompagnement des organismes publics et privés responsables de traitement de données à caractère personnel pour conformer leurs traitements aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le domaine des traitements des données à caractère personnel », relève le communiqué.

« CHIMICO PLAST ALGERIA EXPO 2024 »

Plus de 100 exposants attendus à la Safex

Le Salon international des industries chimiques, pétrochimiques, plastiques et caoutchouc, « Chimico Plast Algeria Expo 2024 », sera organisé du 2 au 4 juin prochain à Alger, a indiqué un communiqué des organisateurs de l'évènement. L'évènement qui se tiendra au Palais des expositions, pins maritimes - SAFEX- (Alger) est placé sous le patronage de la ministre de l'Environnement et des énergies renouvelables. Il réunira des professionnels du secteur et accueillera 100 exposants nationaux et internationaux, représentant les différents secteurs de l'industrie Chimique Pétrochimique, Plastique Verre et Caoutchouc, des transformateurs de tous ces secteurs, des équipementiers, précise Stall Expo, entreprise organisatrice de l'évènement. Des entreprises de transport et de logistique, des

collecteurs de déchets et du Recyclage, des cabinets d'audit et de contrôle de qualité, ainsi que des institutions financières et des investisseurs, seront également présentes au « Chimico Plast Algeria Expo 2024 ». Le salon accueillera des délégations officielles et des entreprises en provenance de plusieurs pays, tels que la Turquie, la Chine, L'Arabie Saoudite, ainsi que d'autres pays, ont indiqué les organisateurs. Selon le communiqué, cet évènement comprendra une exposition de trois jours, dont une journée technique animée par des experts du secteur qui vont partager leurs connaissances et expertises lors de conférences approfondies. Les sujets abordés incluront les tendances du marché, les défis actuels et futurs, ainsi que les opportunités émergentes, est-il expliqué dans le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SALON INTERNATIONAL DE L'IMPORT-EXPORT VERS L'AFRIQUE

Une centaine d'exposants attendus

La 4e édition du salon international de l'import-export vers l'Afrique (Afrimpex Algeria Expo 2024) se tiendra du 2 au 4 juin prochain, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation d'une centaine d'exposants, indiquent les organisateurs dans un communiqué.

Cette édition, qui se tient sous le slogan « l'Afrique, carrefour du monde », constituera « une plateforme exceptionnelle pour les professionnels de tous les secteurs souhaitant promouvoir, échanger et investir dans le marché africain » en accueillant « plus de 100 exposants nationaux et internationaux, représentant les

différents secteurs », précisent Stall Expo Event et l'Association nationale des exportateurs Algériens « Anexal », organisateurs de cette manifestation économique. Parallèlement à l'exposition, il est prévu la tenue d'une journée technique, déclinée en tables rondes et rencontres B to B, et qui sera animée par des experts dans le domaine des exportations en vue de partager leurs connaissances et expertise, avec comme point focal « les tendances du marché, les défis actuels et futurs, ainsi que les opportunités émergentes », précise-t-on de même source. Le salon accueillera également des délégations officielles et des entreprises en pro-

venance de pays d'Afrique mais aussi de la Turquie, la Chine, et l'Arabie Saoudite, entre autres.

Cette manifestation interviendra alors que l'Algérie œuvre de plus en plus à favoriser les échanges interafricains et mondiaux, sur la base des intérêts et des avantages mutuels, indiquent les organisateurs, qui soulignent que le salon mettra en évidence « de manière concrète les potentialités et les capacités de production, de commerce, d'importation et d'exportation des opérateurs africains et mondiaux ».

FINANCEMENT DES STARTUPS

Convention entre le CREA et l'université de Nâama

Une convention de partenariat a été signée, ce mardi, entre le Centre universitaire « Salhi Ahmed » de Nâama et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) pour le financement des startups et leur accompagnement. Le document a été paraphé au niveau du Centre universitaire « Sahli Ahmed » par le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Safi Habib, et le Délégué de la région Ouest du CREA, Mansour Hamamouche, au cours d'une cérémonie supervisée par le wali de Nâama, Lounes Bouzegza. La convention vise principalement à créer un point de contact entre le Centre universitaire de cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest et le CREA, dans l'optique

de faire bénéficier les porteurs de projets de recherche des « expériences de terrain » et des propositions des partenaires et des opérateurs économiques.

Elle vise également à soutenir, à financer et à accompagner les étudiants porteurs d'idées de projets de startups ou de projets innovants, afin de « convertir » leurs idées en projets concrets susceptibles de relancer le développement et de créer de l'emploi, a-t-on expliqué.

A cette occasion, le recteur du Centre universitaire de Nâama a mis en exergue l'importance de cette convention qui renforcera le rôle de l'incubateur des affaires et la Maison de l'entrepreneuriat, ainsi que le bureau de l'emploi, dans le but d'accompagner les étudiants désireux de concrétiser leurs projets et leurs idées de startups et de leur baliser la voie vers une formation efficiente dans les entreprises économiques et industrielles, de même qu'à leur faciliter l'accès

au financement de leurs projets.

De son côté, Taleb Samir Bendiab, membre du CREA a déclaré que cette convention constitue une opportunité pour la promotion et la consolidation de l'action commune entre les établissements universitaires et le Conseil du renouveau économique algérien pour le soutien des étudiants aux compétences et aptitudes avérées à accompagner la politique de développement du pays dans sa dimension économique. Le wali de Nâama a, pour sa part, rappelé dans ce même ordre d'idées les moyens dont dispose la wilaya, mettant en relief son potentiel foncier industriel et les zones d'activité et les deux micro-zones d'activité constituées de pas moins de 578 assiettes aménagées susceptibles d'offrir aux porteurs de projets de startups un environnement approprié à la création d'une dynamique économique et de production dans la wilaya.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Mai 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg			المنتجات	
	متوسط Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	80	91	69	البطاطا
	Tomate	70	79	60	الطماطم
	Oignon sec	103	112	94	البصل الجاف
	Ail sec	459	524	393	الثوم الجاف
	Ail vert	106	118	95	الثوم الأخضر
	Carotte	71	79	62	الجزر
	Navet	92	101	84	الفت
	petit pois	240	261	220	حببات
	feve verte	100	110	90	فول أخضر
	Courgette	98	107	88	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	301	324	279	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	99	109	88	الخس
	Pomme locale	465	580	349	التفاح المحلي
	Datte	533	657	410	التمر
	Orange	181	227	136	البرتقال
Produits d'origine animale	Citron	154	172	135	الليمون
	Banane	409	421	398	الموز
	Viande bovine locale	1682	1795	1568	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	397	408	386	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

INNOVATION ET RECHERCHE

L'université prête à accompagner les entreprises

L'un des classements mondiaux des universités, à savoir le Webometrics, vient de révéler, dans son classement 2024, que 13 des universités algériennes comptent parmi les meilleures classées mondialement. Il faut, préciser que le critère de ce classement est celui de la visibilité sur le web, comme son nom l'indique.

Par Réda Hadi

Parmi celles-ci figurent l'université des Frères Mentouri de Constantine, l'USTHB d'Alger (université des sciences et technologies Houari Boumediène), celle de Aboubaker Belkaid de Tlemcen. Or en économie, il faut innover pour durer, et en cela, le rôle de nos universités est primordial pour nos entreprises, à condition que celles-ci intègrent dans son plan de charge la recherche scientifique.

A ce sujet, le professeur Mohamed Bouhicha, directeur général de recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, précise que cela (le classement) est le résultat du remarquable travail de l'une des commissions installées par le ministre du secteur, à savoir celle chargée de donner plus de visibilité à nos universités à l'internationale.

Et de préciser, qu'un « autre classement, le THE Young (le Times Higher Education) », fait ressortir de son côté que le nombre des universités algériennes classées est passé de 11 à 21 entre 2023 et 2024.

Evoquant ce que peut apporter l'univer-

sité aux entreprises algériennes, il souligne que la production nationale, ne peut se contenter de l'intégration et elles devront passer à l'innovation pour durer. Ceci est particulièrement vrai pour les secteurs clés et d'avenir sur lesquels misent l'État et les industriels, comme l'électronique, ou l'automobile.

Pour ce responsable, l'entreprise algérienne doit intégrer dans son plan de charge la recherche scientifique, car celle-ci est garante de sa pérennité à l'heure, où, les défis sont grands pour l'Algérie. Et de ce fait, il juge nécessaire, voire vital pour l'entreprise, l'apport des chercheurs et des développeurs et autres porteurs de projets innovants. Il énumère en filigrane les moyens de financement adaptés à ce type d'approche susceptible de créer des milliers d'entreprises innovantes pour relever le challenge des nouveaux choix économiques.

Les centres de recherche et les différents laboratoires relevant du ministère de l'Enseignement supérieur développent des inventions pour « pratiquement tous les secteurs », tout en précisant que « la priorité est accordée aux secteurs stratégiques, à savoir la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables et la santé des citoyens ». Selon ce même responsable, les travaux de recherche sont valorisés et la

parole est donnée aux scientifiques. Il cite à ce propos une cinquantaine de travaux de recherche qui ont déjà été communiqués aux différents secteurs en vue de les rentabiliser. Il évoquera les innovations proposées au secteur de l'agriculture et portant sur l'amélioration et la conservation des céréales et servant à sélectionner les meilleures semences résistantes aux changements climatiques. Il précise aussi que les essais de la culture du Safran, sont remarquables et les qualités produites sont autant meilleures que celles de l'Iran. Il ajoute aussi et surtout, que ces résultats, n'ont été obtenus que grâce à la recherche et l'innovation sur des méthodes d'irrigation, créées par nos chercheurs, et ce dans 13 wilaya, et dans le Sud algérien. Il a néanmoins déploré le manque d'implication des entreprises dans le développement de la recherche scientifique et l'absence d'intérêt des investisseurs pour les produits proposés par les chercheurs. « C'est pour cette raison que nous encourageons, aujourd'hui, nos chercheurs à créer leurs propres entreprises et développer des produits finis qui constitueront une valeur ajoutée à l'économie nationale », a-t-il indiqué. Rappelons que les spécialistes appellent à hisser, sans plus tarder, le niveau de financement de la recherche scientifique.

COOPÉRATIVE EMS

Appel à unifier les visions pour rehausser le niveau de performance

Les participants à une conférence sur le service de courrier express international, destinée aux cadres dirigeants de la Coopérative EMS dans la région arabe, ont unanimement appelé, ce mercredi à Alger, à unifier les visions pour rehausser le niveau de performance et le volume des échanges dans le secteur du courrier express au niveau international. Le Secrétaire général du ministère de la Poste et des Télécommunications, M. Abdelouahab Bara a affirmé à l'ouverture des travaux de la conférence organisée par EMS Champion Post Algeria et la Coopérative EMS que cette conférence "s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'action arabe commune dans le domaine du courrier express, et constitue une occasion propice pour le partage d'expertises et d'expériences, ainsi qu'une opportunité pour établir de nouveaux partenariats stratégiques permettant de développer ce secteur dans les pays arabes". M. Bara a ajouté que l'organisation de cette rencontre "permettra d'échanger les vues et les propositions sur les défis et les enjeux auxquels sont confrontés les services postaux en Algérie, afin de dégager des solutions et des mécanismes opérationnels efficaces à même

d'améliorer la qualité du service postal", soulignant que "le développement des activités du courrier express est l'un des leviers moteurs de la promotion de l'e-commerce dans notre pays". A cet égard, le SG du ministère a affirmé que cette démarche "s'inscrit dans le cadre du plan sectoriel découlant du plan d'action du gouvernement, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Pour sa part, le Président-directeur général (P-Dg) de l'entreprise EMS Champion Post Algeria et président du conseil d'administration de la Coopérative EMS, Nabil Bensissaid, a affirmé que "les membres de la coopérative visent un plus haut niveau sur tous les plans", notamment, a-t-il dit, "l'amélioration du service de courrier express à l'export et à l'import au sein de cet organisme postal". "La réalisation de cet objectif, exige une excellente planification des principaux points, liés aux défis économiques que connaît le secteur", a indiqué M. Si Saïd, soulignant l'importance "d'intensifier les efforts pour développer les mécanismes et ajouter de nouveaux indicateurs, à même de contribuer à l'aboutissement rapide ou à moyen terme du Courrier express international".

De son côté, le directeur de l'unité du Courrier express international, a salué la tenue de ce rendez-vous en Algérie, lequel se veut une occasion pour passer en revue les moyens de répondre aux attentes des clients et de réaliser le processus de développement requis à travers l'augmentation du volume des échanges". Dans une déclaration à l'APS, le directeur des opérations de la poste au Sultanat d'Oman, M. Hamir Ibrahim Mohamed Al Raissi a souligné que la participation de son pays à la conférence d'Alger qui "vient consacrer les relations étroites unissant les deux pays, est de nature à encourager le développement des domaines de coopération, les services postaux en général et express en particulier". Les travaux de la conférence qui prendra fin jeudi seront ponctués par l'organisation d'ateliers sur le développement des activités stratégiques et des services du Courrier express international, à travers la présentation des objectifs du plan d'action de la session 2021-2025, et le niveau de disponibilité du plan d'action de la session 2026-2029, outre la présentation des résultats de performance sur les plans international et régional.

R E.

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER À CAP DJENAT

Le Pdg de Sonatrach inspecte le projet

Le taux d'avancement des travaux du projet de la station de dessalement de l'eau de mer à Cap Djenet (Boumerdes) a dépassé les 63%, a indiqué mercredi un communiqué du Groupe Sonatrach, dont trois de ses filiales supervisent la réalisation de ce projet. Ce taux a été révélé lors d'une visite d'inspection effectuée, mercredi, par le Président directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, au projet de la station, accompagné du wali de Boumerdes, Mme Fouzia Naama, de cadres dirigeants de Sonatrach et d'autres cadres relevant de la wilaya de Boumerdes, lit-on dans le communiqué. Lors de cette visite, le PDG et la délégation qui l'accompagnait se sont enquis du taux d'avancement des travaux de ce projet "vital et important", où des exposés et des explications leur ont été présentés par les représentants des entreprises chargées des travaux en cours, dont le taux de réalisation dépasse les 63%, ce qui permettra de livrer la station dans les délais fixés", ajoute la même source. Le PDG a saisi cette occasion pour visiter les différentes unités de cette station en vue de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux. Et de souligner que les travaux ont "notamment" progressé en passant à la phase de réalisation d'une unité de prise d'eau de mer, confiée à la société "Méditerranéenne des travaux maritimes (MEDITRAM)", tandis que les travaux de génie civil, d'électricité et de mécanique ont atteint des taux considérables. D'autres unités sont également sur le point d'être livrées, notamment l'unité de chargement. "Ce projet est en phase de réception des équipements destinés aux fonctionnements des différentes unités d'exploitation de la station", a fait savoir la même source. "La réception de ce projet vital, permettra d'alimenter trois (3) millions de citoyens en eau potable dans les wilayas de Boumerdes et d'Alger, d'autant que la capacité de production de l'unité de dessalement de l'eau de mer de Cap Djenat s'élève à 300.000 m3. Le groupe Sonatrach s'est chargé, par le biais, de ses filiales, de la réalisation de ce projet, qui s'inscrit dans le cadre des engagements de M. le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à atténuer le stress hydrique. Il s'agit en effet de l'Algerian Energy Company (AEC), la Société Nationale de Génie Civil et Bâtiment et l'Entreprise Nationale de grands travaux pétroliers (EN-GTP), conclut le communiqué.

R E.

ADRAR

Une production de plus d'un million de quintaux de céréales attendue cette saison

Une production de plus d'un (1) million de quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue au terme de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole (2023-2024) qui se poursuit dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette récolte prévisionnelle sera réalisée sur une superficie globale de 22.950 hectares (ha) dont 17.249 ha sous-pivots, soit une hausse estimée à 20% de cette superficie comparativement à la saison précédente, a précisé la même source.

La superficie emblavée sous-pivots est répartie sur 16.000 ha dédiés au blé dur dont la production devrait atteindre 800.230 qx, 136 ha pour le blé tendre (5.000 qx), en plus de 377 ha d'orge et 47 ha réservés à l'avoine, et ce, avec un rendement moyen de 47 qx/ha.

D'importants moyens humains et matériels sont mobilisés pour réussir la campagne moisson-battage dans la wilaya d'Adrar qui dispose d'une superficie agricole utile de 653.640 ha, dont plus de 180.000 ha attribués dans le cadre de la concession agricole et 54.500 ha sous la supervision de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), 399.000 ha retenus dans le cadre de la propriété immobilière et 17.000 ha d'agriculture oasienne, pour une superficie agricole exploitée de 40.000 ha, dont 38.000 ha irriguée, soit 2% de la superficie agricole globale.

Par ailleurs, la DSA prévoit, pour l'actuelle saison agricole, une augmentation de la superficie consacrée à la production de maïs jaune sous-pivots, passant de 6.230 ha à 7.440 ha.

Une production de 221.130 qx de maïs jaune a été réalisée, sur une superficie de 3.922 ha, avec un rendement moyen de 51 qx/ha, lors de la campagne de moisson écoulée, tandis que celle de maïs jaune fourrager ensilage a atteint les 860.000 qx sur une superficie de 3.370 ha, indique-t-on à la DSA.

SIDI BEL ABBES

Session de formation en pénéculture en eau douce

Une session de formation a été ouverte mardi à Sidi Bel Abbes en pénéculture (élevage de crevettes) en eau douce avec la participation de plus de 25 stagiaires de neuf wilayas de l'Ouest, du Sud et du Centre du pays, a-t-on appris du directeur de la Chambre de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya de Sidi Bel Abbes, Toufik Boutouchet.

Le programme de cette formation, la première du genre au niveau national, qui vise à former des jeunes porteurs de projets innovants et souhaitant s'investir dans le domaine de l'élevage de crevettes, comprend des cours théoriques et appliqués sur l'élevage de crevettes d'eau douce, ses avantages, sa gestion et ses études techniques et économiques. Il a souligné que cette session s'inscrit dans le cadre de la stratégie de promotion de l'aquaculture pour contribuer à la sécurité alimentaire, en encourageant les jeunes à investir dans ce domaine et en veillant à leur accompagnement à travers une formation directe qui leur permet d'approfondir leurs connaissances pour lancer des projets. Il a souligné que cette formation s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Al-

gérie et la République de Corée pour créer des fermes modèles similaires à l'instar de la ferme pilote de pénéculture en eau de mer de la wilaya de Skikda et la ferme pilote d'élevage de crevettes en eau douce de la wilaya de Ouargla.

Pour sa part, le directeur de l'Ecole de formation dans la pêche et l'aquaculture de Beni Saf (Aïn Temouchent), Maazouz Mohamed, a indiqué que cette session repose sur l'introduction de la crevette en eau douce comme domaine de formation et de recherche scientifique pour élargir la filière, augmenter et développer les potentialités productives, afin de satisfaire des besoins de consommation locales.

Cette session vise à encourager le secteur privé et d'investissement pour mettre en place des projets d'ensemencement de cre-

vettes en eau douce, activer le rôle de vulgarisation sur les aspects économique et technique de ce genre d'ensemencement pour contribuer à créer de la richesse, réaliser la sécurité alimentaire, encourager les investisseurs à l'utilisation des technologies modernes de créativité et d'innovation.

Cette session de formation organisée, trois jours durant, à l'initiative de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sidi Bel Abbes, en collaboration avec l'Ecole de formation dans la pêche et l'aquaculture de Beni Saf (wilaya de Aïn Temouchent) sera ponctuée par la signature d'une convention de partenariat et de coopération avec l'Institut des sciences agronomiques de l'université "Djilali Liabes" de Sidi Bel Abbes, en vue de créer une branche aquacole.

M'SILA

Une production prévisionnelle de plus de 530.000 qx de céréales

Une production de plus de 530.000 quintaux de diverses céréales est attendue dans la wilaya de M'sila au terme de la campagne de moisson-battage de la saison 2023-2024, a indiqué mardi le directeur de wilaya des services agricoles. Dans une déclaration à l'APS en marge du coup d'envoi de la campagne de moisson-battage dans

une exploitation privée de la commune de Metarfa, M. Amir Khentit a souligné que la récolte de cette saison sera supérieure de 320.000 quintaux à celle de la saison précédente qui avait connu la production de 210.000 quintaux. M. Khentit explique l'augmentation de la production céréalière de l'actuelle saison par l'exten-

sion des superficies emblavées qui ont dépassé 63.000 hectares contre 54.000 hectares la saison précédente soit une augmentation de 16 %, relevant que la superficie irriguée a également progressé passant de 35.000 hectares à 40.000 hectares. Cette évolution des superficies emblavées et irriguées est le résultat de la levée des entraves en

sus des incitations et facilités accordées par l'Etat aux agriculteurs dont le raccordement au réseau d'électricité agricole, le traitement des demandes de forage de puits artésiens, l'ouverture de pistes agricoles et les indemnités accordées par l'Etat aux sinistrés des inondations par la fourniture gratuite de semences, est-il noté.

EL-MENIAË

Une récolte de plus de 850.000 quintaux de céréales attendue cette saison

Une production de plus de 850.000 quintaux (qx) de céréales est attendue à la faveur de la campagne moisson-battage pour cette saison agricole 2023/2024 qui se poursuit dans la wilaya d'El-Meniaâ, a-t-on appris mardi de la direction des services agricoles (DSA). Cette campagne a été lancée par le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek, au niveau de l'exploitation agricole "Frères Tahiri" s'étendant sur une surface de 700 ha sur le territoire de la commune de Hassi-El-Gara, Sud de la wilaya, dont 45 ha réservés à la production des semences, 70 ha pour le développement de la phoeniciculture, en plus des équipements agricoles, dont plus d'une dizaine de pivots d'irrigation, ainsi que des silos d'une capacité de stockage de 10.000 qx.

Intervenant à l'occasion du coup d'envoi de la campagne moisson-battage, le wali a mis en avant la mission de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) et l'office interprofessionnel des céréales (OAIC) qui se sont attelés à la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires pour cette campagne au niveau de toutes les exploitations céréalières.

Le chef de l'Exécutif a, à ce titre, fait part de la mise en service, en perspective de la

prochaine saison agricole, de 90 pivots d'irrigation pour le développement de l'agriculture dans cette région qui approvisionne 13 wilayas du pays en semences en fonction du plan établi par la DSA.

L'OAIC s'est employé, en coordination avec les CCLS d'El-Meniaâ et de Laghouat, à mobiliser tous les moyens nécessaires, dont 16 moissonneuses-batteuses, qui viennent appuyer les 44 existantes chez le privé, en plus de 160 camions d'acheminement de la production. Dans l'optique d'assurer la réussite de cette campagne, l'on relève également l'ouverture de trois points d'engrangement des récoltes céréalières au niveau des trois communes de la wilaya (El Méniâ, Hassi El-Gara et HassiLefhal), d'une capacité de stockage globale de 60.000 qx de céréales. Dans ce cadre, le directeur des services agricoles d'El-Meniaâ, Youcef Mesbah, a fait savoir que ses services ne ménagent aucun effort, en coordination avec la CCLS locale, pour faire réussir cette campagne qui cible 222 exploitations agricoles sur une surface globale de plus de 18.000 ha, dont 16.000 ha ensemencée en blé dur, 95 ha en blé tendre et 1.230 ha dédiée à l'orge et plus de 300 ha pour d'autres céréales tablant, ainsi, sur la réalisation d'un

rendement oscillant entre 60 QX/ha et 70 qx/ha. Les prévisions de la DSA tablent, au titre de la prochaine saison agricole, sur la réalisation d'une production de plus d'un (1) million qx de céréales à la faveur de l'extension des surfaces accordées aux promoteurs agricoles dans le cadre de la mise en valeur par concession par l'office de développement des cultures industrielles en terre sahariennes (ODAS) et le reste accordé par le biais de la mise en valeur agricole. A ces actions de développement agricole viennent s'ajouter les facilités accordées par les autorités locales les services agricoles, au travers l'attribution des autorisations de forage de puits d'irrigation, le transport gratuit des produits, ainsi que la mise à la disposition des céréaliculteurs des dépôts de stockage par la CCLS, et le soutien logistique accordé par le ministère de l'agriculture et du développement rural. L'on relève que la wilaya d'El-Meniaâ s'est vue accorder des projets de réalisation des dépôts de stockage, dont un complexe d'une capacité de stockage d'un (1) million de quintaux, en plus de la réalisation de 11 silos d'une capacité d'ensilage de 50.000 qx chacun, dont le terrain devant y servir d'assiette a été localisé dans la région.

Accepter la fin des logiques de blocs géopolitiques

Après la Guerre froide et l'ère de la domination américaine, sommes-nous entrés dans un monde apolaire ? Alors que le XX^e siècle a été structuré par des affrontements entre « blocs » antagonistes, notre siècle voit-il la disparition des alliances militaires et des logiques d'alignement ? C'est l'une des thèses que défendent Didier Billion et Christophe Ventura dans *Désoccidentalisation* (Agone, 2023). Ils appellent à prendre conscience du moment « contractuel » en cours : une majorité

de pays refuse de s'inscrire dans le sillage d'une puissance dominante, au bénéfice d'une diplomatie « non-alignée » ou « multi-alignée ». Avec une exception, de taille : l'Union européenne. L'article qui suit est issu d'une intervention à la conférence organisée par l'Institut la Boétie et LVSL le 30 janvier 2023 : « La désoccidentalisation du monde est-elle une bonne nouvelle ? ». Didier Billion y est intervenu aux côtés de Martine Bulard, Jean-Luc Mélenchon et Christophe Ventura.

Désoccidentalisation, Sud global, Occident collectif, The West versus the rest : ces notions sont rabâchées à longueur de plateaux télévisuels, de séminaires ou de colloques. S'il est indéniable qu'elles renvoient à des dynamiques bien réelles, elles ne laissent pas d'être insatisfaisantes.

La « désoccidentalisation » est un concept qu'il faut manier avec prudence. D'une part, pour ne pas tomber dans le piège d'une définition étroitement géographique ou culturelle. D'autre part, parce qu'il ne s'agirait pas, pour reprendre le mot d'un intellectuel africain, de « juger le monde et ses évolutions en fonction de l'Occident ». C'est donc avec une approche historique que l'on comprendra la signification du processus de désoccidentalisation en cours. Et d'abord en gardant à l'esprit que les puissances occidentales ont imposé au reste du monde, par la force la plus brutale, un mode de production bien déterminé : le capitalisme. Ainsi, la désoccidentalisation n'est pas un concept éthéré : il s'articule au déploiement et à la généralisation d'un système économique, qui profite dans un premier temps aux pays européens et aux États-Unis.

La conférence de Bandung préfigure-t-elle les BRICS ?

Pour comprendre le processus actuel, il importe donc de garder à l'esprit les premières tentatives de rupture avec cet ordre capitaliste dominé par quelques puissances impérialistes. Et d'abord d'en revenir à une date clef : 1917. Elle marque une révolution qui a pour but de renverser ce mode de production, comprise comme un processus qui d'emblée tente de se décliner au niveau international. Trois ans plus tard, les dirigeants soviétiques convoquent ainsi un « congrès des peuples d'Orient » – où l'on voit la dimension profondément politique, et non culturelle, que le concept « d'Occident » revêt en miroir. Les mouvements de décolonisation sont tout aussi instructifs, sinon davantage, pour comprendre la dynamique en cours autour des BRICS – avec certes des différences majeures qu'il ne s'agit pas d'occulter. Pourquoi rapprocher ces deux processus ? Parce que la plupart



des participants à la Conférence de Bandung cherchaient moins à défier le mode de production dominant qu'à conquérir une meilleure place en son sein [convoquée en 1955, cette conférence marque l'émergence diplomatique du « tiers-monde », qui refuse l'alignement sur l'Union soviétique ou le bloc euro-atlantique NDLR]. Ni Gamal Abdel Nasser, ni Soekarno ne souhaitaient opérer une rupture révolutionnaire avec le capitalisme. Pour autant, le simple fait qu'ils aient tenté d'initier une rupture politique et géopolitique avec un ordre dominé par des puissances impérialistes n'a pas été insignifiant dans l'histoire du XX^e siècle.

Émergence des BRICS dans un monde apolaire

Les BRICS n'émergent pas dans le monde bipolaire de la Guerre froide. Mais ils n'apparaissent pas non plus à l'ère de « l'hyperpuissance américaine » – pour reprendre l'expression d'Hubert Védrine –, qui n'aura réellement duré qu'une dizaine d'années après la Chute du Mur. Ce moment unipolaire prend fin avec la débâcle américaine en Irak et, quelques années plus tard, plus encore en Afghanistan. Nous vivons dans un monde apolaire, où les rapports de force sont fluctuants et les alliances volatiles. Un seul exemple suffit à l'illustrer : celui de l'Arabie Saoudite. Souvenons-nous de l'assassinat de Jamal Khashoggi, et de la condamnation américaine subséquente. Joe Biden avait alors mis à l'index l'Ar-

bie Saoudite comme un État « paria ». Les choses devaient évoluer : avec l'invasion de l'Ukraine et l'exclusion (théorique) de la Russie du marché pétrogazier, Joe Biden s'est rendu en Arabie Saoudite pour requérir un accroissement de la production pétrolière. Le royaume lui a opposé une fin de non-recevoir. Dans le cadre de l'OPEP+, l'Arabie Saoudite devait même décider, conjointement avec la Russie, de baisser la production pétrolière ! Washington a donc essuyé un échec cuisant face à un pays qui n'est pourtant pas un farouche opposant...

Qu'est-ce que cela nous dit ? Qu'à l'encontre des logiques de « blocs » qui ont longtemps prédominé, nous vivons un moment contractuel : les États conditionnent leur coopération par sa compatibilité avec leurs intérêts nationaux. Et que les alliances, telles qu'on les entend généralement, n'existent plus. Avec une exception, et non des moindres : l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). À contre-courant de l'histoire, cette survivance s'explique par la volonté de l'impérialisme américain de continuer à subsister : maintenir cette alliance est un moyen de pérenniser la vassalisation du Vieux continent par Washington.

Introuvable horizon des BRICS et autisme de l'occident

Pour autant, les membres des BRICS souhaitent-ils changer l'ordre du monde ? Il est permis d'en douter. Sont-ils unis ? C'est tout aussi contestable. La Chine

et l'Inde ont-ils un horizon commun, si l'on met à part leur volonté de se ménager la meilleure place possible dans le cadre du système dominant actuel ? De même, il est permis de questionner la compatibilité des horizons géopolitiques respectifs des Émirats Arabes Unis, de l'Iran et de l'Arabie Saoudite, trois nouveaux entrants au club des BRICS. Leur plus petit dénominateur commun se trouve dans la volonté de contester à l'Occident sa prédominance. Non sans succès : le recul de l'hégémonie européenne et nord-américaine est net.

L'avenir demeure cependant ouvert. Si la désoccidentalisation est déjà bien amorcée, les pays occidentaux cherchent à freiner ce processus. Les affrontements autour de la Cour internationale de justice (CIJ) cristallisent par exemple ces antagonismes géopolitiques [saisie par l'Afrique du Sud, la CIJ est chargée de se prononcer sur la dimension génocidaire des bombardements israéliens sur Gaza ; son premier arrêt, qui évoque l'existence d'un « risque de génocide », constitue un revers pour Israël NDLR].

Que l'Afrique du Sud ait saisi la Cour confère à ce procès une forte charge symbolique : l'African National Congress (ANC, le parti au pouvoir) bénéficie de l'aura issue de la lutte contre l'apartheid, et s'en sert d'étendard pour dénoncer l'alignement occidental sur Israël. Les avocats sud-africains incarnent le point de vue d'une majorité de pays sur le conflit ; la décision rendue par la Cour, qui reflète cet état des choses, leur a donné raison. Pour autant, la partie n'est pas gagnée : si les arrêts de la Cour sont juridiquement contraignants, le gouvernement israélien ne compte pas s'y soumettre. Il suffit pour s'en convaincre de considérer la campagne lancée contre l'UNRWA qui, toute grossière qu'elle soit, n'a pas été dénuée d'efficacité [l'agence onusienne chargée d'apporter de l'aide aux réfugiés palestiniens, accusée par Israël d'employer des membres du Hamas – allégation réfutée à maintes reprises NDLR]. La décision de la CIJ a-t-elle affaibli l'intensité des bombardements ? Aucunement. Ici, le politique est en retard sur le juridique. Preuve s'il en fallait que le nouvel ordre des choses n'émergera pas de lui-même : il sera le fruit d'une lutte politique.

Source : LVSL.fr

TUNISIE

Réduction de 23% du déficit commercial sur les quatre premiers mois de 2024

La hausse des importations découle essentiellement des bonnes performances des secteurs des industries agro-alimentaires, de l'énergie et des industries mécaniques et électriques. Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie s'est réduit de 23,5% durant les quatre premiers mois de l'année 2024 pour s'établir à 4,77 milliards de dinars (1,53 milliard de dollars) contre 6,23 milliards de dinars durant la même période en 2023, selon des données publiées ce mardi 14 mai par l'Institut national de la statistique (INS). Entre le 1er janvier et le 30 avril de l'année en cours, les exportations ont atteint 21,24 milliards de dinars contre 20,26 milliards durant la même période l'année écoulée, enregistrant ainsi une augmentation de 4,8%, a-t-on précisé de même source. Les importations se sont quant à elles établies à 26,01 milliards de dinars sur les quatre premiers mois de 2024 contre 26,50 milliards durant la même période de 2023, ce qui représente une baisse de 1,8%. Le taux de couverture des importations par les exportations a ainsi connu, durant la période sous revue, un gain de 5,2 points de pourcentage par rapport aux quatre premiers mois de l'année 2023, pour se situer à 81,7%. La hausse des exportations s'explique notamment par les bonnes performances des secteurs des industries agro-alimentaires (+56,4%), de l'énergie (+17,8%) et des industries mécaniques et électriques (+3%) alors que la diminution des importations découle essentiellement du recul des importations des matières premières et de demi-produits (-9%). Les plus importants déficits ont été enregistrés avec la Chine (-2,53 milliards de dinars), la Russie (-2,19 milliards) et l'Algérie (-1,40 milliard). Le solde de la balance commerciale a cependant enregistré un excédent avec d'autres partenaires commerciaux de la Tunisie, dont la France (+1,94 milliard de dinars), l'Italie (1,09 milliard) et l'Allemagne (+761 millions).

IRAK

Baghdad veut encore augmenter ses réserves d'or noir

L'Irak espère augmenter ses réserves pétrolières à plus de 160 milliards de barils, a déclaré samedi le ministre du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, lors du lancement de nouveaux cycles d'octroi de licences pour 29 champs de pétrole et de gaz.

La fin des énergies fossiles n'est pas pour demain. Alors que l'accord de la COP28 arraché en décembre dernier appelait à la suppression progressive des énergies fossiles, cet objectif constitue un vœu pieu dans certains pays qui se reposent sur des rentes de situation et continuent de développer leur production pétrolière. C'est le cas de l'Irak. Exploitant du pétrole depuis les années 1920, le pays du Golfe tire 90% de ses revenus du pétrole et espère augmenter ses réserves pétrolières à plus de 160 milliards de barils contre 145 milliards aujourd'hui. C'est ce qu'a annoncé samedi le ministre du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, lors du lancement de nouveaux cycles d'octroi de licences pour 29 champs de pétrole et de gaz, dans 12 provinces et mais aussi dans les eaux territoriales irakiennes du Golfe.

Un siècle de réserves

« Nous espérons annoncer une augmentation des réserves pétrolières prouvées de l'Irak à

plus de 160 milliards de barils dans la période à venir », a-t-il déclaré.

Deuxième pays exportateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Irak produit en moyenne quatre millions de barils de brut par jour.

Avec ses réserves colossales, l'Irak pourrait donc continuer à écouler son or noir pendant 96 ans au même rythme qu'aujourd'hui, selon la Banque mondiale.

« L'Irak prévoit de tirer plus de 3.459 millions de pieds cubes standard de gaz par jour (98 millions de mètres cubes) et plus d'un million de barils de pétrole par jour » supplémentaires « de ces cycles d'octroi de licences », a indiqué un communiqué du bureau du Premier ministre, Mohamed Chia al-Soudani.

Mettre fin aux importations de carburants Malgré ses réserves, l'Irak importe environ la moitié de ses besoins en carburants, essence et autres dérivés pétroliers, en raison du manque d'infrastructures qui a accompagné des décennies de conflits. Pour réduire cette dépendance et être autosuffisant en 2025,

l'Irak développe les activités de raffinement. Une importante raffinerie de pétrole a par exemple été inauguré en février à Baiji dans le nord du pays riche en hydrocarbures. Construite en 1975, cette unité de raffinement, dotée d'une capacité de traitement de 150.000 barils par jour (bpj), avait été réduite à un tas de ruines lors des combats ayant opposé les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) aux forces de sécurité irakiennes entre juin 2014 et octobre 2015, et qui s'étaient soldés par l'éviction du groupe jihadiste hors de Baiji. Ces dernières années deux unités de traitement ont déjà été remises en service. Et les capacités de production des raffineries de Bassora ont été développées avec l'ajout de nouvelles unités. Leur capacité de raffinement de 280.000 bpj. En avril 2023, les autorités ont également inauguré une raffinerie à Kerbala (centre).

Selon des estimations de la Banque mondiale datant de 2023, une politique de « croissance verte » coûterait 233 milliards de dollars jusqu'à 2040.

EGYPTE

Le canal de Suez s'attend à un chiffre d'affaires de 9 milliards \$ malgré la crise en mer Rouge

Depuis le début de la crise en mer Rouge, avec l'implication des houthis yéménites dans le conflit opposant Israël au Hamas, l'Égypte fait du lobbying auprès de divers acteurs pour apaiser les tensions et permettre une reprise normale du trafic. Malgré les tensions en mer rouge, l'autorité du canal de Suez prévoit d'atteindre 9 milliards

USD de chiffre d'affaires durant l'exercice 2024-2025 en cours. Un objectif proche de la performance de 9,4 milliards USD réalisée en 2022/23. Cette prévision est annoncée dans un contexte difficile, marqué par l'interruption par plusieurs compagnies des liaisons via ce couloir maritime. Malgré les efforts d'une coalition navale dirigée par les États-Unis,

les Houthis ont continué à cibler les navires en mer Rouge, en particulier ceux liés à Israël, aux USA et au Royaume-Uni. Depuis novembre 2023, la situation affecte les revenus du canal de Suez qui se sont effrités davantage, atteignant des niveaux alarmants au 1er trimestre 2024. Le 1er ministre égyptien Mostafa Madbouly déclarait ainsi en mars,

que les revenus annuels du canal avaient diminué de plus de 50% depuis le début de l'année. En plus d'être un corridor stratégique pour le transport maritime mondial, le canal de Suez est une source majeure de devises pour l'Égypte, qui annonçait avant la crise qu'elle porterait ses revenus à 13 milliards USD à l'horizon 2025.

MAURITANIE

L'UIT propose son appui technique sur des projets numériques

Le gouvernement mauritanien multiplie les partenariats pour accélérer la transformation numérique de la Mauritanie. L'exécutif ambitionne de faire du numérique un véritable levier de développement socio-économique à l'horizon 2025. L'Union internationale des télécommunications (UIT) est disposée à apporter son appui technique à la Mauritanie dans divers domaines numériques. La question a fait l'objet de discussions la semaine dernière entre Mohamed Abdallahi Louly, ministre mauritanien de la Transformation numérique, et Doreen Bogdan Martin (photo, à gauche), secrétaire générale de l'UIT. C'était en marge d'une réunion de travail sur le numérique organisée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) du lundi 6 au mercredi 8 mai à Genève, en Suisse.

Les discussions ont notamment porté sur la cybersécurité; le renforcement des capacités en infrastructures numériques; l'utilisation de l'IA pour l'éducation inclusive; l'amélioration de l'accès de la population aux grands modèles de langage; l'ajout de la Mauritanie à l'initiative GIGA qui vise à connecter les écoles à Internet; le renforcement des capacités des cadres mauritaniens grâce à des stages à l'UIT... Ces initiatives devraient contribuer à accélérer la mise en œuvre de « l'Agenda national de transformation numérique 2022-2025 » qui vise à faire du numérique un véritable levier de développement socio-économique. Le gouvernement mauritanien bénéficie déjà de l'appui de la Banque mondiale dans le cadre du volet Mauritanie du programme régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP) d'un coût de 60 millions \$. L'institu-

tion de Bretton Woods contribue également au financement du projet de connexion de la Mauritanie à un deuxième câble sous-marin de fibre optique avec la Banque européenne d'investissement (BEI). L'appui technique de l'UIT devrait contribuer à renforcer les acquis de la Mauritanie en matière de transformation numérique et mieux équiper les cadres et les populations pour tirer profit des avantages du monde numérique. Dans son « Network Readiness Index 2023 », Portulans Institute classe le pays à la 131e place au plan mondial sur 134 pays pour sa maturité technologique, l'accès de sa population aux services télécoms, sa réglementation et la contribution du secteur télécoms à l'économie. Sa moyenne de points est de 23,73 sur 100.

BANQUE

La BIDC injecte 200 millions \$ dans l'économie ghanéenne

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a renforcé son partenariat transformateur avec la République du Ghana en s'engageant à injecter 200 millions de dollars dans l'économie ghanéenne à travers des alliances stratégiques avec Ghana Export-Import Bank (GEXIM) et GCB Bank PLC.

C'est ce qui ressort d'un protocole d'accord signé par Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'administration et M. Mohammed Amin Adam, ministre des Finances de la République du Ghana, lors d'une cérémonie qui s'est tenue au siège de la BIDC à Lomé, au Togo. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des principales parties prenantes, notamment M. Lawrence Agyinsam, Directeur Général de GEXIM, et M. Samuel Aidoo, Directeur Exécutif, Commerce en gros et Banque d'investissement chez GCB Bank PLC, entre autres. L'accord incarne l'engagement inébranlable de la BIDC à favoriser la croissance économique et à renforcer la résilience dans les États membres de la CEDEAO.

Dans son allocution d'ouverture, Dr Donkor a félicité le Ghana pour son soutien indéfectible à travers le paiement de sa part souscrite du capital et d'autres engagements envers la Banque. Il a souligné que l'alliance tripartite entre la BIDC, GEXIM et GCB Bank PLC illustre l'orientation stratégique de la BIDC visant à renforcer le programme de relance et de transforma-

tion des États membres en canalisant les ressources vitales vers des secteurs clés de leurs économies. Selon lui, cette collaboration souligne l'engagement de la BIDC à forger des synergies de partenariat dans le domaine de la finance et de l'investissement, servant de modèle pionnier pour les futures collaborations et investissements régionaux.

En retour, Dr Amin Adam a souligné l'importance d'organisations telles que la BIDC dans la conduite d'une transformation durable, en particulier dans le contexte des défis mondiaux actuels. Il a salué l'impact profond de la BIDC sous la direction de Dr Donkor et a exprimé un optimisme inébranlable quant au rôle continu de la Banque dans l'élaboration du programme de développement de la région. L'injection de 200 millions de dollars est destinée à stimuler la croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans des secteurs critiques de l'économie, à favoriser la création d'emplois, l'innovation et le développement durable. Cette injection portera le total des engagements de la BIDC au Ghana à 600 millions USD.

À propos de la BIDC

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) est l'institution de Financement du développement des quinze (15) États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Basée à Lomé, en République togolaise, la Banque s'engage à financer des projets et programmes de développement portant sur diverses initiatives dans les secteurs des infrastructures et des services sociaux de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie ainsi que des services sociaux, à travers ses guichets dédiés aux secteurs privé et public. Les interventions de la BIDC se font sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, d'octroi de lignes de crédit et mise en place d'accords-cadres de refinancement, des opérations d'ingénierie financière et services connexes.

MALI

Baisse de 62,5 % du bénéfice net de la CMDT à 6 millions \$ en 2023

Au Mali, le coton est la principale culture de rente comptant pour environ 15 % des recettes d'exportation. Dans le secteur, la CMDT est l'entreprise chargée d'organiser la production et la commercialisation de la fibre sur toute l'étendue du territoire national. La Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) a dégagé un bénéfice

net de 3,6 milliards Fcfa (5,9 millions \$) au terme de son exercice fiscal de 2023. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur la page Facebook de l'entreprise publique le 12 mai. Si ce résultat constitue un net recul par rapport au profit de 10 milliards Fcfa (16 millions \$) réalisé un an plus tôt, Nango Dembéle, PDG de l'entreprise souligne néanmoins

que le profit enregistré est « un résultat inespéré » dans un contexte où la campagne cotonnière 2022/2023 a été fortement touchée par les attaques de jassides (insectes parasites du coton qui provoquent un jaunissement des feuilles) qui ont réduit la récolte de près de 50 % à 390 000 tonnes. « Le profit que nous avons dégagé en 2023 a été rendu possible grâce à une bonne maî-

trise des charges d'exploitations au niveau de la compagnie, au resserrement de notre budget ainsi qu'au gel de certains investissements en attendant la reprise effective de la production », explique le responsable. Au Mali, la CMDT encadre aussi la production de céréales cultivées en rotation avec le coton, notamment le maïs, le mil et le sorgho.

NIGÉRIA

L'Etat de Kaduna lance la construction d'une huilerie de 50 millions \$

Au Nigéria, l'huile de soja est de plus en plus appréciée par les consommateurs appartenant à la classe moyenne dans les milieux urbains. Cette tendance encourage les investissements dans la transformation de la graine oléagineuse. Au Nigéria, Uba Sani, gouverneur de l'Etat de Kaduna a donné le 13 mai, le coup d'envoi des travaux de construction d'une usine de raffinage d'huile de soja basée à Kutungare dans la zone de gouvernement local d'Igabi. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur la page Facebook du gouvernement de l'Etat. D'un coût total de 50 millions \$, ce projet est financé par l'entreprise Sunagrow international oillimited spécialisée dans la production et la commercialisation d'huile comestible. Si la durée des travaux n'a pas été révélée, on sait que, l'usine, une fois mise sur pied, devrait être en mesure de produire 500 tonnes d'huile par jour.

« La mise en place de ce projet de transformation de soja permettra d'accroître la création de la valeur ajoutée dans la filière à travers la production d'huile ou de farine de soja. Il s'aligne parfaitement sur notre volonté, d'attirer les investissements dans l'Etat et de stimuler la croissance économique dans la région », a déclaré M. Sani.

Pour son approvisionnement en matières premières, l'usine pourra compter sur la filière au niveau de l'Etat qui compte pour 12 % de la production totale du pays se situant entre 1 et 1,2 million de tonnes par an, selon le Département américain de l'agriculture (USDA). Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, l'industrie de la transformation fournit environ 90 % de la consommation d'huile de soja qui tourne autour de 175 000 tonnes par an, d'après l'USDA.

NAMIBIE

Le trafic global des ports a atteint 8 millions de tonnes sur l'exercice 2023/2024

En dehors des volumes destinés au marché intérieur, la Namibie constitue un relais stratégique pour les exportations de minerais des autres pays enclavés de la région. Au cours de l'exercice 2023/2024 clôturé le 31 mars dernier, les ports namibiens ont enregistré 8 millions de tonnes de marchandises contre 7,7 millions de tonnes l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de

4%. La croissance a été portée par les exportations, notamment de sel, concentré de cuivre, zinc et plomb, poisson congelé, minerai de manganèse et marbre. Les importations ont aussi pesé dans la hausse des chiffres. « Le sel en vrac a connu une croissance de 10%, le sel en sac de 1%, le concentré de cuivre de 12%, le poisson congelé 29%, le minerai de manganèse 15,7%, les concentrés de zinc/plomb

de 2,9 % et le marbre de 41%. Du côté des importations, divers produits de base ont affiché des augmentations significatives, les importations de pétrole par exemple ayant bondi de 26% » a annoncé la Namibian Ports Authority. La desserte maritime a affiché 2 115 navires, contre 1 636 pour l'exercice 2022/2023. Ils sont constitués de remorqueurs étrangers, pétroliers, vraquiers secs, navires conteneurisés, de

pêche, de recherche et polyvalents. Selon les projections des autorités, les volumes manutentionnés dans les ports de Namibie devraient exploser lors des prochaines années avec la construction du nouveau port en eau profonde de Luderitz et la mise en œuvre de projets d'envergure visant à transformer le pays en plaque tournante des exportations d'énergies vertes, notamment de l'hydrogène

APRÈS L'INTERVENTION DE JEROME POWELL

Les marchés américains en hausse

Les marchés actions américains ont clôturé en hausse, après le discours de Jerome Powell sur l'évolution de l'inflation et des taux directeurs. "Il est plus probable que nous maintiendrons les taux à leur niveau actuel dans une fourchette de 5,25-5,50% pendant une période plus longue que prévu pour réduire l'inflation à 2%", a déclaré le président de la Fed.

Côté statistiques, les prix à la production sont en ligne avec les attentes en rythme annuel. Les données sur l'inflation seront dévoilées demain. Le Dow Jones a grappillé 0,32% à 39558 points et le Nasdaq a gagné 0,75% à 16511 points. Home Depot (-0,15% à 340,48 dollars) a reculé légèrement à New York, après avoir présenté des résultats décevants au premier trimestre 2024. Le patron du groupe Ted Decker a déclaré dans un communiqué publié ce matin que "le trimestre avait été affecté par un début du printemps en retard et par une faiblesse persistante dans les grands projets discrétionnaires". Ses ventes ressortent à 36,4 milliards de dollars sur cette période, soit une baisse de 2,3% par rapport au premier trimestre de l'exercice 2023.

Les chiffres économiques du jour

Les prix à la production ont progressé

de 2,2% en avril en rythme annuel aux Etats-Unis comme attendu. Ils étaient en hausse de 1,8% en mars. En rythme mensuel, ils sont en hausse de 0,5% contre une hausse attendue de 0,3% après un repli de 0,1% en mars. Hors alimentation et énergie, ils sont en hausse de 0,5% en rythme mensuel, à comparer avec un consensus de 0,2%. En rythme annuel, ils ont augmenté de 2,4% en avril, en ligne avec les attentes.

LES VALEURS À SUIVRE

Alibaba

Le groupe Internet chinois, Alibaba, a dévoilé des profits plus faibles que prévu. Au quatrième trimestre, clos fin mars, il a ainsi enregistré un bénéfice net, part du groupe, de 3,270 milliards de yuans (453 millions de dollars) contre un profit de 23,516 milliards de yuans un an auparavant. Hors éléments exceptionnels, le BPA est ressorti à 10,14 yuans ou 1,40 dollar alors que le

consensus s'élevait à 10,27 yuans. Le chiffre d'affaires a progressé de 7% à 221,874 milliards de yuans (30,729 milliards de dollars), à comparer au consensus Bloomberg de 219,8 milliards de yuans.

Automobile/semi-conducteurs/acier

Le président américain Biden a ordonné ce mardi à son représentant au Commerce d'augmenter les droits de douane sur 18 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine afin de protéger les travailleurs et les entreprises américains. Il s'agit d'une "réponse aux pratiques commerciales déloyales de la Chine". Le communiqué de la Maison Blanche précise que ces mesures visent des secteurs stratégiques tels que l'acier et l'aluminium, les semi-

conducteurs, les véhicules électriques, les batteries, les minéraux critiques, les cellules solaires, les navires et les produits médicaux.

Gamestop

L'action du distributeur de jeux vidéo américain Gamestop, qui a bondi de plus de 74% hier, est attendue en progression de plus de 100% en avant Bourse. Elle a été soutenue hier par la publication de deux tweets de Keith Gill, connu sous le pseudonyme Roaring Kitty. Ce dernier n'avait plus donné signe de vie depuis près de 3 ans. Keith Gill était devenu célèbre en 2021 après avoir publié une série de vidéos en ligne en faveur de Gamestop, provoquant une flambée de l'action.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le vert avant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes progressent mercredi en début de séance après une nouvelle salve de réultats d'entreprises et avant la publication plus tard dans la journée d'un indicateur clé de l'inflation aux Etats-Unis. À Paris, le CAC 40 gagne 0,04% à 8.228,89 points vers 08h39 GMT. À Londres, le FTSE 100 prend 0,48% et à Francfort, le Dax avance de 0,21%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,09% le FTSEurofirst 300 de 0,28% et le Stoxx 600 de 0,30%. Les données sur les prix à la consommation aux États-Unis sont au centre de l'attention des investisseurs, au lendemain des commentaires du président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell, qui a fait part de sa confiance dans la détente de l'inflation après une lecture des prix à la production plus élevée que prévu en avril. Les prix à la consommation, susceptibles d'influencer la politique à court terme de la Fed sur les taux, devraient montrer une augmentation de 0,3% sur un mois en avril après 0,4% en mars, selon un sondage

Reuters.

En Europe, les investisseurs attendent plus tard dans la journée les chiffres du PIB de la zone euro au premier trimestre et la production industrielle du bloc du mois de mars. Aux valeurs, Carrefour enregistre la baisse la plus importante du CAC 40 (-3,8%) après que J.P. Morgan a abaissé sa recommandation à "sous-pondérer" contre "neutre". Le fabricant de camping-cars Trigano, qui a publié mardi ses résultats au premier semestre, est lanterne rouge du SBF 120 et abandonne 6,6%. CGG prend 13,6% après que le fournisseur de services destinés aux compagnies gazières et pétrolières a fait état d'un chiffre d'affaires des activités en hausse de 30% au premier trimestre. Burberry, qui a fait état d'une baisse de 34% de son bénéfice d'exploitation annuel, perd 2,02%. Le conglomérat allemand Thyssenkrupp recule de plus de 8% après avoir réduit ses prévisions annuelles de ventes et de bénéfices nets pour la deuxième fois en trois mois.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Mai 2024
Valeur : 16 Mai 2024

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.3350	134.3500
1	EUR EURO	144.8937	144.9637
1	GBP POUND STERLING	168.5720	168.5908
100	JPY JAPANESE YEN	85.8645	85.8906
1	CNY CHINESE YUAN	18.5602	18.5625
1	CHF SWISS FRANC	147.9297	147.9626
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.1837	98.2450
1	DKK DANISH KRONE	19.4232	19.4282
1	SEK SWEDISH KRONA	12.3765	12.3802
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.4166	12.4226
1	AED UAE DIRHAM	36.5726	36.5787
1	SAR SAUDI RIYAL	35.8160	35.8257
1	KWD KUWAITI DINAR	436.5778	437.0527
1	TND TUNISIAN DINAR	42.7405	43.1700
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.3961	13.3976
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4433	27.5839
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5370	3.5374
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.4094	177.4094

CAC 40 : L'optimisme se poursuit avant l'inflation américaine

La Bourse de Paris devrait poursuivre son rebond mercredi matin dans l'espoir que la publication très attendue du rapport mensuel sur l'inflation aux Etats-Unis confirme le scénario de futures baisses de taux. Vers 8h15, le contrat 'future' sur le CAC 40 - échéance mai - s'adapte encore 16 points à 8246 points, ce qui signifie que l'indice parisien devrait se rapprocher un peu plus du seuil majeur des 8250 points. Le ton de la séance sera donné à 14h30 par les chiffres des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis, susceptibles de guider les prochaines décisions de la Réserve fédérale. L'optimisme est revenu ces dernières se-

maines sur les marchés d'actions sur fond d'indicateurs économiques rassurants, mais les investisseurs s'interrogent toujours sur le calendrier des prochaines baisses de taux de la Fed, confrontée à une inflation persistante. Pour les équipes d'Ostrum AM, le CPI américain de cet après-midi va constituer le véritable 'juge de paix' sur les places financières mondiales cette semaine. "Malgré l'assouplissement probable, l'inflation américaine pourrait raviver la volatilité sur les marchés", prévient le gestionnaire d'actifs. Le consensus attend un indice CPI stable à +0,4% en rythme séquentiel au mois

d'avril, comme en mars, mais aussi sur un an, avec une prévision moyenne établie à +3,4%. Les chiffres supérieurs aux attentes des prix à la production publiés hier avaient confirmé le réveil de l'inflation, mais la révision à la baisse des statistiques des mois précédents avaient rassuré les marchés. Conséquence, la hausse s'est accélérée en fin de séance, ce qui a permis au Nasdaq d'atteindre un nouveau plus haut historique, notamment dans le sillage de Tesla (+3,3%) et Nvidia (+1,1%). La séance de mercredi promet d'être animée par d'autres indicateurs de premier plan, comme les ventes au détail aux

Etats-Unis qui devraient confirmer la tendance au ralentissement de la consommation Outre-Atlantique. Sur le compartiment obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans poursuivent sa détente aux abords de 4,45% avant la publication du rapport sur l'inflation américaine. Le rendement du Bund allemand de même échéance suite quant à lui une dynamique inverse et remonte à 2,55%. Les cours du brut continuent de monter avec l'optimisme sur la demande: le baril de Brent avance de 0,7% à près de 83 dollars et celui du brut léger américain (WTI) gagne 0,8% à 78,6 dollars.

ZONE EURO

L'inflation va baisser plus que prévu en 2024

La Commission européenne a annoncé mercredi qu'elle tablait sur une inflation plus faible que prévu en 2024 dans la zone euro, à 2,5% contre 2,7% anticipée jusqu'ici, et confirmé sa prévision d'une croissance de 0,8% malgré les tensions géopolitiques.

«Nos prévisions restent très incertaines alors que deux guerres continuent de faire rage non loin de chez nous» en Ukraine et au Proche-Orient et «les risques de dégradation (de ces prévisions) se sont accrus», a toutefois souligné le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni.

La bonne nouvelle concerne le ralentissement plus net que prévu des prix à la consommation grâce aux bons chiffres enregistrés en début d'année. Ils se rapprochent de la cible de 2% fixée par la Banque centrale européenne (BCE), ce qui devrait conforter l'institution monétaire dans son projet de baisse des taux à partir de juin. Cet assouplissement monétaire confortera à son tour le rebond de la croissance ces prochains mois. «L'inflation devrait continuer à diminuer et atteindre son objectif un peu plus tôt en 2025» que ce qui était attendu lors des prévisions précédentes publiées le

15 février, selon la Commission. Pour l'an prochain, Bruxelles table désormais sur des prix en hausse de 2,1% dans les 20 pays partageant la monnaie unique, contre 2,2% jusqu'ici. Les prix se sont nettement assagis depuis le pic d'inflation à 10,6% atteint en octobre 2022.

Accalmie sur les prix alimentaires

«La désinflation devrait être principalement alimentée par les biens non énergétiques et les denrées alimentaires, tandis que l'inflation de l'énergie augmente légèrement et que l'inflation des services ne diminue que progressivement, parallèlement à la modération des pressions salariales», a expliqué la Commission. La tendance est la même pour l'ensemble de l'Union européenne, bien qu'à un niveau plus élevé. Bruxelles table sur 2,7% d'inflation cette année et 2,2% l'an prochain (-0,3 point pour ces deux chiffres).

Sur le front de la croissance, le plus dur semble passé. La zone euro s'est enlisée dans la stagnation l'an dernier, la progression du produit intérieur brut (PIB) plafonnant à 0,4%. Mais la Commission a confirmé le redressement attendu après un premier trimestre meilleur que prévu. L'institut européen des statistiques Eurostat a d'ailleurs maintenu le chiffre de 0,3% de croissance sur les trois premiers mois de l'année, dans une deuxième estimation publiée mercredi.

«L'économie de l'UE s'est nettement redressée au premier trimestre, ce qui indique que nous avons franchi un cap après une année 2023 très difficile», a commenté Paolo Gentiloni. Il prévoit «une accélération progressive de la croissance au cours de cette année et de l'année prochaine, la consommation privée étant soutenue par la baisse de l'inflation, le redressement du pouvoir d'achat et la poursuite de la croissance de l'emploi».

CHINE

Pékin met les États-Unis en garde après un fort relèvement de ses droits de douane

Pékin a prévenu que l'augmentation des droits de douane américains dans une dizaine de secteurs industriels, considérés comme "stratégiques", affecterait "gravement" les relations entre les deux superpuissances. La Chine a averti mardi que l'augmentation des droits de douane américains sur 18 milliards de dollars de produits chinois "affecterait gravement" les relations entre les deux pays. "Cela affectera gravement l'atmosphère de la coopération bilatérale", a affirmé le ministère chinois du Commerce dans un communiqué,

appelant les États-Unis "à revenir immédiatement sur leurs actions erronées et à annuler les mesures tarifaires supplémentaires contre la Chine". La Maison Blanche a annoncé mardi cette augmentation marquée des droits de douane appliqués à l'équivalent de 18 milliards de dollars de produit chinois, afin de "protéger les entreprises et travailleurs américains" d'une concurrence jugée "déloyale" par Washington. Véhicules électriques, acier et panneaux solaires. Ces nouveaux droits de douane concernent près d'une dizaine de

secteurs industriels considérés comme "stratégiques", tels que les semi-conducteurs, les minéraux critiques, les produits médicaux ou encore les véhicules électriques, ces derniers voyant par exemple leurs droits de douane passer de 25% à 100%. Au-delà du quadruplement sur les véhicules électriques, Washington fait passer ceux visant l'acier et l'aluminium de 7,5% à 25%, tout comme pour les batteries, et ceux pour les semi-conducteurs de 25% à 50%, également appliqués désormais aux panneaux solaires et certains produits médicaux.

Pour le ministère chinois du Commerce, qui exprime sa "forte désapprobation", les États-Unis "politisent et instrumentalisent les dossiers économiques et commerciaux", y voyant un "cas typique de manipulation politique". Cette augmentation n'est "pas en ligne avec l'esprit du consensus trouvé par les deux chefs d'État", ajoute le communiqué en faisant référence à la rencontre des présidents Xi Jinping et Joe Biden l'an dernier. "La Chine prendra des mesures résolues pour défendre ses droits et ses intérêts", assure-t-il.

ROYAUME-UNI

Vote pour l'interdiction de l'exportation d'animaux d'élevage vivants

Un projet de loi interdisant l'exportation d'animaux d'élevage vivants destinés à l'abattage ou à l'engraissement a été voté par le Parlement britannique. Le Parlement britannique a voté mardi en faveur de l'interdiction de l'exportation d'animaux d'élevage

vivants, une décision pionnière pour le Royaume-Uni, qui se démarque de l'Union européenne où cette pratique est toujours en vigueur. Ce projet de loi sur le bien-être des animaux d'élevage doit mettre fin à l'exportation de milliers de bovins, porcs, chèvres, moutons, sangliers

et chevaux destinés à l'abattage ou à l'engraissement depuis ou via l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse. Déjà approuvé par les élus de la Chambre des Communes, le texte a été adopté mardi par la Chambre des Lords. Il sera inscrit dans la loi une fois qu'il aura reçu le sceau

royal, une formalité. Emma Slawinski, l'une des responsables de l'organisation de protection des animaux britannique RSPCA, qui milite depuis près de 50 ans pour cette interdiction, l'a qualifié d'"accomplissement extraordinaire". "Dans les années 1990, plus d'un

million d'animaux étaient exportés hors du Royaume-Uni (chaque année). C'est un commerce odieux. Les souffrances des animaux sont intenses et durent longtemps, avec des voyages qui se comptent en jours et non pas en heures. Heureusement, cela ne se reproduira jamais", a-t-elle salué.

USA

Un projet de mine de lithium éveille les craintes environnementales

Lorsque Kristal Lee et son mari ont acheté leur maison en Caroline du Nord il y a deux ans, ils pensaient s'y installer «pour toujours». Mais un projet de mine de lithium à proximité leur fait passer des nuits blanches. «Nous n'avons pas vraiment l'option de déménager en ce moment, en particulier à cause de la situation économique et de l'inflation», confie

Kristal Lee, 41 ans. «Nous nous inquiétons beaucoup depuis que nous en avons entendu parler», ajoute-t-elle, au sujet du projet à 1,2 milliard de dollars de Piedmont Lithium d'extraire ce métal crucial dans le comté de Gaston pour les batteries des véhicules électriques. Le président Joe Biden s'active pour développer une industrie américaine de véhicules électriques et

de batteries dans le cadre de la transition électrique mais aussi pour réduire toute dépendance de l'étranger, en particulier de la Chine. Derrière la domination chinoise, les principaux acteurs de l'industrie du lithium sont le Chili et l'Argentine. Aux États-Unis, il est présent en grandes quantités dans le Nevada, la Californie et la Caroline du Nord, où le sous-sol du comté

de Gaston attire les convoitises. La demande en batteries lithium-ion devrait bondir de près de 30% par an entre 2022 et 2030, selon le cabinet McKinsey. Mais les craintes environnementales suscitées par les divers projets d'extraction illustrent le scepticisme de certains habitants concernant les bénéfices à long terme des politiques publiques.

PANAMA

Le pays revoit à la baisse ses estimations de croissance économique pour 2024, à 2,5 % environ

La croissance économique du Panama pour l'année prochaine est maintenant estimée à environ 2,5%, en baisse "à la lumière de nouveaux scénarios", a déclaré mardi le ministre de l'Économie et des Finances, Hector Alexander.

S'exprimant lors de la présentation du projet de budget 2024, M. Alexander a précisé que ce chiffre réduit n'incluait pas l'inflation.

M. Alexander n'a pas donné plus de détails sur les raisons de cette réduction, mais un fonctionnaire du ministère a déclaré à Reuters au début du mois que le pays pourrait revoir à la baisse ses prévisions de PIB pour 2024 à la suite de la fermeture d'une mine de cuivre lucrative.

Le fonctionnaire Hernan Arbolada a déclaré à l'époque que le ministère envisageait une croissance économique de 1 à 2 % en 2024, contre une estimation précédente de 5 %.

La semaine dernière, le gouvernement panaméen a décidé de fermer "définitivement" la mine Cobre Panama du mineur canadien First Quantum, qui représente environ 5 % du PIB du pays, après qu'une décision de justice a jugé son contrat inconstitutionnel.

Depuis le mois d'octobre, les Panaméens avaient protesté avec véhémence contre la mine, arguant que le contrat était trop généreux.

Mercedes renonce à sa nouvelle plateforme électrique

Le constructeur à l'étoile a décidé d'arrêter le développement de sa plateforme MB.EA pour les grands modèles électriques en raison d'une demande insuffisante.

Aussi prestigieuse soit-elle, l'étoile qui brille au bout du capot ne suffit pas à vendre suffisamment de Mercedes électriques pour justifier les énormes investissements nécessaires au développement d'une nouvelle architecture spécifique pour de grands véhicules électriques du format des actuelles Classe E et Classe S. Plutôt que de créer une toute nouvelle architecture prévue pour de nouveaux modèles lancés à partir de 2028, le constructeur de Stuttgart préfère donc perfectionner la plateforme EVA2 actuelle, sachant que la marque poursuivra, en parallèle, le développement de véhicules à motorisation thermique au-delà de 2030, soit plus longtemps qu'annoncé précédemment.

L'offre et la demande

Concrètement, cette annonce de la part de Mercedes s'ajoute à celle de Ford et d'autres marques qui ne font que se conformer au marché. Avec une courbe des ventes de voitures électriques moins croissante que prévu, les constructeurs se rendent compte que le focus sur l'électrification majoritaire ou totale de leur offre représente un trop grand risque. Officiellement, Mercedes a affirmé que « le rythme de la transformation sera déterminé par les conditions du marché et les souhaits de nos clients ». La fameuse loi de l'offre et de la demande...

Bénéfices en berne

La faiblesse des ventes de voitures électriques impacte surtout les finances des constructeurs, Mercedes n'y échappant pas. Vendus plus chers que leurs



équivalente « thermiques », les modèles électriques dégagent des marges moindres et, avec 3,86 milliards €, Mercedes affiche un bénéfice (avant impôts et intérêts) en baisse de 30 % au premier trimestre 2024.

Agence et logiciels

En sus, Mercedes continue à développer en interne son propre système d'exploitation logiciel MB.OS. Une décision qui implique des coûts nettement plus élevés qu'en optant pour un système Android Automotive par exemple et s'avère hautement complexe. D'un autre côté, la marque compte toujours passer à un modèle de vente en agences et poursuit la vente de ses concessions « internes » à des investisseurs privés. Ces derniers seront alors chargés de l'entretien du réseau mais les stocks seraient toujours gérés par Mercedes qui imposerait des prix fixes liés à ceux pratiqués via la vente en ligne.

Concurrence accrue

Enfin, Mercedes doit également composer avec une concurrence plus nombreuse et qualitative qu'auparavant. Qu'il s'agisse de marques chinoises ambitieuses, de rivaux historiques entrés dans la danse – BMW avec ses gammes « i » ou Volvo – ou encore des aspirants premium qui misent tout sur l'électrique tels que Volvo ou Polestar. S'y ajoute la guerre des prix initiée par Tesla sur les segments à grands volumes et le tout impose à Mercedes de rationaliser son approche et à revoir son jugement quant à la suppression progressive des motorisations thermiques.

BYD Shark : un pick-up de 5,46 mètres équipé d'un moteur à essence de 1,5 litre

Build Your Dreams ne se limite pas aux voitures électriques, mais utilise également des moteurs à combustion hybrides rechargeables. C'est le cas du nouveau BYD Shark, un pick-up au gabarit conséquent proposé en hybride rechargeable. Build Your Dreams présente le BYD Shark, un pick-up développé pour le marché sud-américain - le Mexique principalement - qui mesure 5,46 mètres de long et peut tracter jusqu'à 2,5 tonnes. Bien que l'offre de pick-up électriques soit en progression, le constructeur chinois opte pour une motorisation hybride rechargeable. Le BYD Shark combine un moteur

turbo essence de 1,5 litre avec deux moteurs électriques (un sur l'essieu avant et un second sur l'essieu arrière), soit une puissance totale de "plus de 430 ch". Ressemblant fortement au Ford F-150 (Lightning), le BYD Shark affiche une autonomie de 840 km, dont un peu moins de 100 km en mode électrique, grâce à un pack de batteries de 30 kWh. Le pick-up hybride rechargeable passe de 0 à 100 km/h en 5,7 s, atteint une vitesse maximale de 160 km/h et promet une charge utile de 835 kg ; la benne présente un volume de chargement de 1450 l.



GMAIL, GOOGLE DOCS, SEARCH

L'IA Gemini s'installe dans tous les services

À l'occasion de la Google I/O 2024, les équipes de Google ont fait un état des lieux complet des prochains services d'intelligence artificielle qui vont arriver sur tous les produits du moteur de recherche.



L'intelligence artificielle est l'obsession de Google depuis quelques années déjà, et le retard pris face à OpenAI et son ChatGPT pousse les équipes du moteur de recherche à mettre les bouchées doubles. Durant la Google I/O 2024, l'événement organisé par l'entreprise pour présenter ses nouveautés logicielles, les équipes du géant du Web n'avaient que le mot « IA » à la bouche. Il a d'ailleurs été prononcé 121 fois, comme l'a calculé une intelligence artificielle de Google développée pour l'occasion.

L'objectif de la société californienne est de proposer une IA utile à l'ensemble de ses utilisateurs et disponible en un clic dans tous ses services. Voici les nouveautés qui devraient arriver dans les prochains mois, et qui devraient accélérer nos recherches et notre travail au quotidien.

Gemini s'invite dans les recherches les plus complexes

L'arrivée de Gemini dans le moteur de recherche n'est pas nouvelle et est annoncée de longue date. Google a néanmoins pris soin de présenter une nouvelle fois AI Overviews, son système d'intelligence artificielle capable de répondre aux questions par une synthèse de différents éléments glanés sur le Web et remis en contexte. Il est dé-

ployé dès aujourd'hui aux États-Unis et arrivera dans d'autres territoires au cours des prochains mois.

Google va même aller un peu plus loin en proposant des résultats de recherche dont la longueur et le langage utilisés peuvent être modulés grâce à un bouton. Il sera possible d'afficher une réponse synthétique et simple à comprendre, notamment pour expliquer à un enfant un sujet, ou plus longue et détaillée.

Gemini pourra également répondre à des questions plus complexes en ajoutant plusieurs éléments pour afficher le résultat le plus pertinent. Vous pourrez par exemple demander à Google la meilleure salle de sport aux alentours, les différents abonnements et le trajet pour y aller, et le moteur de recherche affichera toutes ces informations en quelques secondes.

Si vous souhaitez ajouter de la vidéo à votre question, ce sera bientôt possible ! Gemini pourra utiliser une vidéo prise en direct depuis votre smartphone pour ajouter du contexte à votre requête vocale et trouver la réponse la plus adéquate.

Dernière nouveauté apportée à la recherche avec Gemini : la planification. Par exemple, vous pourrez demander au moteur de recherche des idées de repas végétariens pour une semaine, et Google vous donnera une liste de plats pour chaque jour de la semaine.

Gmail et Google Docs : des outils IA pour la productivité

Les outils bureautiques de Google vont également bientôt recevoir de nouvelles fonctionnalités propulsées par Gemini, disponibles à chaque instant dans un panneau latéral sur la droite de la page. Gmail pourra résumer une conversation en analysant les e-mails relatifs à un sujet précis et vous donner des informations supplémentaires contextuelles. Plus besoin de trier ses e-mails pour obtenir un condensé des points à retenir. Le client mail proposera aussi un éditeur de texte permettant de générer une réponse rapide en fonction de vos habitudes d'écriture et de votre style.

Enfin, Gemini pourra être utilisé pour trier de larges plages de données, et créer automatiquement des documents pour synthétiser ou classer ces informations. Google a notamment présenté l'exemple d'un PDF de plusieurs centaines de pages, dont les données sont ensuite ajoutées à une feuille de calcul Google Docs qui permet de s'y retrouver dans les différents chiffres. Comme souvent avec la firme de Mountain View, ces nouveautés seront disponibles dans un premier temps pour les utilisateurs américains inscrits au programme de test, puis déployées dans les prochains mois dans d'autres pays et d'autres langues.

TRILLIUM

Google dévoile ses prochains TPU pour l'IA

Dans le flux d'annonces sur l'IA, une de Google a concerné la prochaine génération de TPU. Baptisées Trillium, ses puces dédiées à l'IA affichent des gains de performance importants par rapport à leurs prédécesseurs.

A l'occasion de son événement I/O, Google a multiplié les annonces autour de l'IA et une se focalise sur la prochaine génération des processeurs maison, les TPU (Tensor Processing Unit). La sixième génération répond au nom de Trillium et sera lancée dans le courant de l'année au sein de l'infrastructure de Google Cloud. Sundar Pichai, CEO d'Alphabet, a indiqué lors de la conférence de presse, « nous sommes les pionniers dans les GPU depuis plus de dix ans ». Une manière de dire qu'il y a des alternatives à la dominance de Nvidia sur le marché des accélérateurs IA à base de GPU.

Selon le dirigeant, Trillium va offrir une performance de calcul multipliée par 4,7 par rapport à la cinquième génération de TPU (TPU v5e et non la récente v5p). Pour parvenir à ce résultat, Google a augmenté les MXU (Matrix Multiply Unit) en relevant la vitesse d'horloge globale sans toutefois donner de chiffres. Le fournisseur a par ailleurs doublé la bande passante de la mémoire en passant à 1,638 To/s. Mais ce qui est peut-être le plus important, c'est que Trillium intègre la troisième génération de SparseCore, décrit comme « un accélérateur spécialisé dans le traitement des embeddings volumineux contenus dans les workloads de classement et de recommandation avancés ». Selon la firme, les TPU Trillium pourront entraîner les modèles plus rapidement avec une faible latence et à un moindre coût.

Des économies d'énergie recherchées

Google entend aussi contrôler et maîtriser la consommation énergétique des TPU. Un élément essentiel face à la demande croissante comme le souligne Sundar Pichai, « la demande de l'industrie en matière de calcul ML a été multipliée par un million au cours des six dernières années, soit environ dix fois plus chaque année ». Google promet que les prochains TPU sont 67 % plus économes en énergie que les puces de cinquième génération. Il faudra attendre le lancement officiel pour en savoir un peu plus sur les caractéristiques techniques et les consommations énergétiques réelles. Google Cloud en profitera aussi pour lancer des instances avec sa puce ARM Axion.

Mots fléchés

Élaboration		Métier modèle		Calife		Bourricot		Amérindien		Jupes de dessous		Lichen	
Infections						Terre entourée d'eau		Mousseux italien				Annotation	
Internement		Fils de Agamemnon		Poisson de mer						Nuance			
				Son nom indique sa forme						Passage entre deux montagnes			
									Agglomération				
									Cent ans				
Choix					Subalterne	Fric		Éloignée					
Demi								Conteste					
									Affluent de Danube			De la même mère	Ville du Maroc
Instrument													
Partie d'une pièce de théâtre											Fou en verlan		
											Lac des Pyrénées		
					Morgane, Viviane, Clochette ou Mélusine				Narre				
					Laituse								
Tellure				Monnaies roumaines				Fermées					
Bradype								Exaltre					
		Bavarde											
		Habitacle							Pays		Âne sauvage	Élégante	Groupe de Ráp français (initiales)
Langue du midi													
Petit recueil plaisant				Cligné						Cordage marin			
										Maigre			
				Il est acheminé par une voiturette au rugby				Fixant					
								Saisons					
Hurllement	Bizut												
	Xénophobes								Couchette en toile			Confédérés	
				Maisons isolées									
				Intronisées									Xénon
Périodes													
Grande étendue d'eau salée				Querelles		Petit ruisseau		Qui n'est pas plein					
								Non-chalantes					
						Assemblé						Cube de jeu	
												Retenu	
Dieu des morts		Cobalt				Engrais						Titane	
		Personnage de Tintin et Milou				Sud-ouest (initiales)						Océans 'fermés'	Évêché de Normandie
						Étain							
						Morceau de choix					Cantine huppée		
Pactole													
Ensemencée									Trois fois dix (attention, très dur)				
						Courroux					Précipitation		
Écopes									Chambre d'écluse			Nazi	

Près de 80.000 exploitations agricoles concernées par le RGA

Près de 80.000 exploitations agricoles et d'élevage de la wilaya de Tizi-Ouzou, sont concernées par l'opération de Recensement général de l'agriculture (RGA) qui débutera dimanche prochain sur l'ensemble du territoire national, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Le recensement de ces près de 80.000 exploitations qui sera mené par 363 agents recenseurs, permettra de collecter des informations actualisées et précises sur le secteur et d'avoir une meilleure connaissance de la situation agricole de la wilaya, a souligné le DSA Djamel Sersoub, à l'ouverture d'une journée d'information et de sensibilisation sur le RGA. Ce responsable a insisté lors de la rencontre organisée par sa direction et abritée par l'Institut technologique spécialisé de formation en agriculture de montagne (ITSFA) de Boukhalfa, sur l'importance de collecter des données précises lors du recensement.



ANP

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, tandis que des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté neuf éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période du 08 au 14 mai, selon un bilan rendu public, ce mercredi, par le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 08 au 14 mai 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », souligne la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, « le terroriste dénommé 'O.

Chida' dit 'Abdelhak' s'est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté (09) éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (110) narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de (310) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (3,370) kilogrammes de cocaïne et (194279) comprimés psychotropes ont été saisis », précise le communiqué.

LE 18E SALON DE L'EMPLOI ALGERIA JOB SUMMIT DU 29 AU 31 MAI À ALGER

Le marché de l'emploi à l'aune de la transformation digitale et de l'AI

La 18ème édition du Salon de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat "Algeria Job Summit" se tiendra du 29 au 31 mai en cours au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger, sous le thème "le marché de l'emploi à l'aune de la transformation digitale et de l'IA".

"En deux décennies d'existence, l'Algeria Job Summit, qui est la nouvelle appellation du Salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat, s'est imposé comme le rendez-vous privilégié du recrutement, de la mobilité professionnelle, de la formation en entreprise et

de la création de start-up", ont affirmé les initiateurs de l'évènement. Selon ces initiateurs, "ce salon ne se limite pas seulement à la recherche d'opportunités professionnelles, mais s'étend également à des domaines cruciaux tels que : l'orientation professionnelle, la création d'entreprises, les mécanismes de financement, l'entrepreneuriat, la reconversion professionnelle et bien d'autres aspects essentiels pour la relance socio-économique de notre pays".

Algeria Job Summit s'étalera sur trois jours et comprendra des conférences, des ateliers et

des tables-rondes où les débats seront centrés sur les tendances du marché du travail, l'entrepreneuriat, la création d'entreprises et de start-up et la formation continue.

Placé sous le haut patronage du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ce salon ambitionne d'être un espace incontournable des recruteurs et des chercheurs d'emploi, a-t-on indiqué auprès de l'Agence de communication 3C et Emploi Partner.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

« L'Afrique mal partie » peut reprendre la main sur sa souveraineté alimentaire

Nous assistons depuis quelques années à un **renouveau du débat sur les souverainetés dans beaucoup de domaines ; cette évolution a été dynamisée par la crise sanitaire du COVID19 qui a incité à reconsidérer plusieurs approches en matière de libre-échange.** Face à une rareté inattendue de produits sanitaires et de vaccins, les pays se sont mis à chercher des solutions internes et même à interdire l'exportation de certains produits vers l'étranger. Des stratégies industrielles sont mises en place pour relocaliser des investissements sur les territoires des pays à forts IDE. Cette situation a été exacerbée aussi par la guerre russo-ukrainienne et l'agression israélienne sur Gaza. La sécurité alimentaire, thème très usités ces dernières années, a été placée en tête des priorités des pays développés, elle a rejoint, ou même surclassé la sécurité énergétique qui occupait le haut du pavé depuis plus de 30 ans. La notion de sécurités est jugée insuffisante et on parle maintenant de « Souverainetés ».

L'Afrique est au centre de ces débats pour plusieurs raisons : d'abord, sa situation économique et financière la met dans une situation de vulnérabilité chronique ; ensuite, sa croissance démographique exige de plus en plus de produits alimentaires pour nourrir sa population ; mais surtout son potentiel naturel immense très convoité par les autres continents. L'Afrique doit se prendre en charge pour ne pas subir les aléas climatiques et les conflits armés qui impactent sérieusement ses modestes moyens. L'Afrique peut s'en sortir, particulièrement dans le domaine de l'alimentation, si l'on considère ses ressources en sol, en eau et en main d'œuvre jeune et formée. Seulement les solutions ne peuvent être trouvées dans chaque pays, mais collectivement dans le continent ou au moins par régions.

C'est dans cette perspective qu'une Conférence Panafricaine sera organisée les 20 et 21 à Alger sur le thème de la souveraineté alimentaire, par le GRFI (Groupe de Réflexion Filaha Inno, un Think Tank sur les questions agricoles et agroalimentaires). Plus de 10 pays y seront représentés ainsi que des organisations multilatérales comme la FAO, l'UA, le CIHEAM, des instituts de recherche algériens et méditerranéens. Cette conférence sera organisée en marge du Salon de l'Agriculture SIPSA.

Pourquoi c'est important de débattre de cette question aujourd'hui ? Une première réponse nous vient d'une écrivaine (Ch. Ngozi Adichie) dans des termes forts : « Cela tient à l'histoire de notre continent et à la manière dont elle est racontée. Certains, y compris parmi nous, s'imaginent que les Africains ne font pas vraiment partie du monde. Tout se passe comme si, lors d'un banquet, nous nous installions non pas autour de la table avec les autres, mais plutôt dans un coin, en suivant des règles différentes. [...] Les Africains n'habitent pas le monde différemment des autres. » L'Afrique doit d'abord faire la conquête de sa pleine souveraineté politique pour être un acteur du monde comme tous les autres Etats et peuples ; ensuite cesser d'être soumis à des tuteurs lointains, héritage lourd de la colonisation.

La deuxième réponse s'impose par elle-même : Le capital naturel de l'Afrique constitue déjà le fondement des moyens de subsistance d'une majorité de la population du continent. Il est essentiel de veiller à ce que les ressources soient gérées de manière durable et à ce que les services éco systémiques importants soient maintenus. Ce capital naturel de l'Afrique a été estimé à 6 200 milliards de dollars américains en 2018. La valeur réelle du capital naturel de l'Afrique pourrait être beaucoup plus élevée si

l'on disposait de données fiables sur les découvertes récentes de minéraux et d'autres ressources extractives. Dans ce capital naturel, il y a naturellement les minéraux, les sols, l'eau douce, les forêts, les écosystèmes, etc...

Alors l'Afrique peut-elle avoir sa sécurité alimentaire, sa souveraineté alimentaire et pourquoi pas son autosuffisance alimentaire ? En théorie, oui. Mais dans la réalité, non et elle n'est pas près d'y parvenir. L'inadéquation peut être résumée ainsi : « L'Afrique représente près de 16 % de la population mondiale, dispose de 24 % des terres arables sur la planète, voire d'environ 60 % des terres cultivables pas encore mises en exploitation, mais ne génère que 9 % des produits agricoles. Ce sont là les chiffres pour 2019 quand, faute de pouvoir se nourrir elle-même, l'Afrique importait des vivres pour 35 milliards de dollars dont 11 milliards rien que pour du riz ». À moins d'une révolution verte dans les cinq années à venir, compte tenu de la croissance continue de la population africaine, la facture alimentaire devrait s'élever à 110 milliards de dollars en 2025. Autant de fonds qui seront indisponibles pour améliorer l'éducation ou la santé, investir dans les infrastructures ou importer des machines-outils pour créer des emplois rémunérateurs.

Alors le débat sur la souveraineté alimentaire devient opportun et même indispensable tant les enjeux sur cette question sont énormes et les défis pour les africains immenses. Le débat sera animé par d'éminents experts, haut fonctionnaires, chercheurs et des représentants de la société civile africaine ; quatre panels y seront dédiés durant toute la journée du 21 mai 2024.